

R E V U E
d' HISTOIRE
de Charlevoix

N u m é r o s 7 8 - 7 9

S e p t e m b r e 2 0 1 4



*La Mission technique
d'aménagement de Charlevoix
Les Chutes Fraser*



LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX

Le drapeau évoque les trois pays de Charlevoix, tels que perçus par Félix-Antoine Savard : la mer, la terre et la forêt.

SHC
30 ANS
1984-2014

MEMBRES CORPORATIFS (1 000\$ ET PLUS)

DR JEAN-LUC DUPUIS
CASINO DE CHARLEVOIX

POWER CORPORATION
HYDRO-QUÉBEC

CENTRE DE SANTÉ BEAUTÉ
FRANCINE THIBEAULT

MRC DE
CHARLEVOIX-EST

MEMBRES BIENFAITEURS À VIE (1 000\$ ET PLUS)

Alarmes et Extincteurs
Charlevoix
Robert Ascah
Auberge La Maison Otis
Auberge La Pinsonnière
Yvon Bellemarre et Janine
Tourville
Johanne Bergeron
Rosaire Bertrand
Jean-Pierre Bouchard
Marc Bouchard
Martin Brisson
Janet C. Casey
Rémi Clark
Marc DeBlois

Yolande et Pierre Dembowski
Yves Downing
Jean-Claude Dupont
Domaine Forget
Fondation René-Richard
Georges Fournier
Raymond Gariépy
M. et Mme Leslie H. Gault
Léonard et Aurore Gauthier
Fernand Harvey
Imprimerie de Charlevoix Inc.
Fernand Labrie
Laurent Lafleur
Paul et Rita Lafleur
Monique Larouche

Pierre Legault
L'Héritage canadien du Québec
Lico imprimeur
Xavier Maldague
Municipalité de
Notre-Dame-des-Monts
Municipalité de
l'Isle-aux-Coudres
Petites Franciscaines de Marie
Guy Paquet
Municipalité de Saint-Hilarion
André P. Plamondon
Maurice Potvin
Gilles Poulin
Diane et Jean-François Sauvé

Walter et Mary Schatz
Réjeanne Sheehy
Cyril Simard
Yolande Simard-Perrault
Rita Simard-Smookler
Huguette Tremblay
Jean Tremblay
Louis Tremblay
Louis-Marie Tremblay et
Yvette Froment
Ville de Clermont
J.C. Roger Warren

MEMBRES BIENFAITEURS (100\$ À 999\$)

Pierre E. Audet
Arthur Beaulieu
Pierre Beaupré
Hilarion Bergeron
Madeleine Boies-Fortier
André Bouchard
Simon Bouchard et
Gilberte Harvey
Léonce Brassard
Caisse populaire de La Malbaie
René Cayer

Victor Cayer
Martial Dassylva
Claudette De Blois
Henri Desmeules
Johanne Desrochers
Geneviève Dufour
Thomas Donohue
Simone Éthier-Clarke
Léonce Gauthier
Hélène Gervais
Magella Girard

Jean Giroux
Raymond Guay
Monique Hervieu
Esther Jean
Guy Lachapelle
Fernand Lapointe
Guy Le Rouzès
André Maltais
André Morin
Municipalité Les Éboulements
Lyse Nantais-Godin

Danielle Ouellet
Philippe Poulin
Restaurant Vices Versa
Carol Richard
Lorraine Rochette
Martin Rochette
Cédulie Simard
Denis Tourangeau
Claude et Janine Tremblay
Hervé Tremblay
Jonathan Tremblay

MEMBRES DE SOUTIEN (50\$ À 99\$)

Louis Asselin
Auberge Fleurs de Lune
Jean Bergeron
Louis Bhéer
Bernard Bouchard et
Micheline Dufour
Boulangerie Bouchard
Ulysse Brassard
Guy Bureau
Claude L. Casgrain
Henri Chaperon
CIHO-FM
Marc Clotuche
Antoine Desmeules
Marc Desmeules
Claude Despins
Suzanne Duchesne
Jacques Dufour
Mathias Dufour
Luc Filion

Rodolphe Forget
Hélène Fortier
Eudore Fortin
Grégoire Gagnon
Pierre Gaudreault
Réal Gaudreault
Janine Gauthier
Pierre Gauthier
Serge Gauthier
Yvon et Élisabeth Gauthier
Robert Giroux
Johanne Guérin
Madeleine Guérin
Claude Harvey
Claude Harvey
Christian Harvey
Daniel Harvey
Hélène Harvey
Hélène et Jean-Luc Harvey
Jocelyn Harvey

Robert Harvey
Sylvain Harvey
Édith Jean
Lucille Lafond-Colombeau
Claude Lapointe
Réal Lapointe
Michel Leclerc
François Maltais
Gabrielle Marceau
Robert Marcotte
René Martin
Patrick McKenna
André Michaud
Jacques Michaud
Réjane Michaud-Huot
Jean Miller
Laurent Ouellet
Jean-Pierre Paquet
Yvon Racine
Claire Renaud-Tardif

Restaurant et Motel Le Mirage
Jean-Paul Robidoux
Hélène Rochette
Raymond Roussel
Municipalité de
Saint-Aimé-des-Lacs
Municipalité de Saint-Urbain
Pierre-Paul Savard
Claude St-Charles
Sébastien Thibeault
Carole Tremblay
Daniel et Jeannine Tremblay
Georges-Étienne Tremblay
Johanne Tremblay
Raymond Tremblay
André Trotier
Gilles Turcotte
Ville de La Malbaie

REVUE D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX

Numéros 78-79, Septembre 2014

15\$ l'exemplaire

ABONNEMENT : 35\$ par année / 4 numéros

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX :

Serge Gauthier (Président), Raymonde Simard (Vice-présidente), Christian Harvey (Secrétaire-trésorier), Jean-Benoît Guérin-Dubé, Laurence Harvey, Claude Lapointe, Hélène Tremblay, (Administrateurs/trices).

DIRECTEUR ET ARCHIVISTE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX :

Christian Harvey

COMITÉ DE RÉDACTION :

Serge Gauthier et Christian Harvey

COLLABORATEURS DU PRÉSENT NUMÉRO :

Raymond Falardeau, Serge Gauthier, Christian Harvey, Gaston Ouellet¹, Normand Perron, Jean-Pierre Tremblay et Yvon Tremblay.

MONTAGE: Christian Harvey

COUVERTURE :

Yves Downing, *Barrage des Érables de la rivière Malbaie* (Parc national des Hautes-Gorges), 2012. Don de l'auteur à la Société d'histoire de Charlevoix.

POUR NOUS JOINDRE:

Société d'histoire de Charlevoix

156, de l'Église (La Malbaie)

G5A 1R4

Téléphone: (418) 665-8159

Courriel: shdc@sympatico.ca

Web: www.shistoirecharlevoix.com

Le bureau de la Société d'histoire de Charlevoix est accessible sur rendez-vous au préalable. Des frais s'appliquent pour la consultation des archives de la Société. Gratuit pour les membres en règle de notre organisme.

Les opinions émises dans le présent numéro n'engagent que les auteurs et pas le comité de rédaction de la *Revue d'histoire de Charlevoix* ni la Société d'histoire de Charlevoix.

Tous droits réservés, Société
d'histoire de Charlevoix, 2014.

Dépôt légal, 3^e trimestre 2014.

ISSN 0829-2183

Port de retour garanti

Envoi de publication.

Numéro de convention: 42624513

SOMMAIRE

REVUE D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX

NUMÉROS 78-79 / SEPTEMBRE 2014

Sommaire

Page 1

Barrage des Érables

Page 2

Un geste de soutien essentiel

Page 3

La Mission technique d'aménagement de Charlevoix (1972-1975)

Introduction

Page 4

Trente ans avant la Mission de Charlevoix

Pages 5-6

Quelques réflexions sur la Mission de Charlevoix

Pages 7-12

Présence de la Mission de Charlevoix dans la presse régionale

Pages 13-16

Souvenirs du temps de la Mission de Charlevoix

Pages 17-18

La Mission technique d'aménagement de Charlevoix (MTAC) ou la modernisation de l'économie charlevoisienne

Pages 19-23

Après la Mission: Bilan et Suites (1980-2014)

Pages 24-27

Les Chutes Fraser

Au premier temps de la villégiature

Pages 28-30

Le Camping Chutes Fraser

Un pionnier dans le domaine touristique dans Charlevoix

Pages 31-35

La culture de l'Autre: une notion dépassée?

Page 36

Histoire militaire

Charlevoix et la Grande Guerre (1914-1918)

Pages 37-39

Livres

Pages 40-41

Cinéma

Page 42

EN COUVERTURE: LE BARRAGE DES ÉRABLES DE LA RIVIÈRE MALBAIE



Tableau d'Yves Downing



Barrage des Érables en 1997

Photo: Fonds Guy-Godin Collection Société d'histoire de Charlevoix

Le magnifique tableau de l'artiste Yves Downing « Barrage des Érables » se retrouve sur notre page couverture de ce numéro double. Il s'agit d'une image perdue à jamais car ce barrage est désormais démoli. Un déversoir sans intérêt prend sa place pour des raisons de sécurité. Car le bois, cette ressource qui a fait vivre une grande partie de nos ancêtres et pionniers d'hier, n'est plus jugé sécuritaire par les autorités gouvernementales. Mais qui donc sont ces gens qui n'ont plus de cœur, ni même de logique?

Il faut que nos membres et amis retiennent que la Société d'histoire de Charlevoix a soutenu sans cesse la mise en valeur du patrimoine des Hautes-Gorges depuis les années 1980. Notre membre honoraire, Guy Godin, décédé en 2007, y a mis toute son âme, tous ses efforts. Heureusement, son fonds d'archives déposé à notre Société d'histoire de Charlevoix témoigne d'une documentation unique sur ce sujet. Malheureusement, Bibliothèque et Archives Nationales du Québec ne juge pas à propos de soutenir le financement de ces archives manuscrites et photographiques uniques.

La Société d'histoire de Charlevoix a revendiqué sans cesse la protection de ce barrage en bois construit en

1958 – qui fut si bien présenté dans le téléroman « Le Temps d'une paix » de Radio-Canada – mais sans succès. Car, nous parlions à des ombres, à des fantômes, à des personnes qui gèrent le Parc des Hautes-Gorges comme des vendeurs du temple. Avec des guides sans mémoire qui évitent de s'informer sur notre histoire – alors que les archives de Guy Godin sont si riches – sur nos héritages et qui font honte à tous les héritiers de *Menaud maître-draveur* en discourant sur des paysages comme dans un album touristique vide de sens. C'est le règne de la bêtise et de l'étourderie face à un héritage si grand qu'il dépasse complètement ces personnes sans âmes qui ont osé le mutiler à jamais en lui retirant tout son patrimoine historique.

Il reste le beau tableau d'Yves Downing sur la couverture de notre Revue. Il est en vente à la Société d'histoire de Charlevoix et exposé à notre local (156, de l'Église, La Malbaie, 418-665-8159). Qui sera preneur? Qui gardera ainsi le souvenir? Les offres raisonnables sont acceptées. Il nous reste la mémoire, le souvenir et seulement cela. Tout cela est bien fragile : quand donc cessera-t-on de combattre notre patrimoine plutôt que de le préserver?



UN DON À LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX POUR LES 30 ANS DE NOTRE ORGANISME UN GESTE DE SOUTIEN ESSENTIEL!

La Société d'histoire de Charlevoix maintient depuis trente ans une revue d'histoire régionale, un service d'archives régional, depuis 1999 un Centre de recherche sur l'histoire et le patrimoine de Charlevoix et depuis 2006 les Éditions Charlevoix. Tout cela sans l'apport de subventions statutaires de la part des gouvernements fédéral, provincial et des municipalités de la région.

Nous devons donc nous tourner vers nos membres afin de permettre la survie de notre Société d'histoire de Charlevoix. Sans votre appui financier, notre organisme culturel devra couper dans ses activités au cours des prochaines années et ce serait un grand dommage pour la culture régionale de notre belle région de Charlevoix.

Il faut aussi signaler que la Maison de la Société d'histoire de Charlevoix datant de 1911 et possédant une belle valeur patrimoniale nécessite des travaux importants notamment afin d'économiser des coûts de chauffage qui sont très élevés actuellement.

Nous invitons donc nos membres et amis à faire un don de 30\$ ou plus à notre Société d'histoire de Charlevoix à l'occasion de son trentième anniversaire. C'est un geste de soutien essentiel pour l'avenir! Reçus d'impôt disponibles.

Tout don de 30\$ à 100\$ rend éligible à un tirage de livres des Éditions Charlevoix.

Tout don de 100\$ ou plus permet de participer au tirage de l'œuvre de Thérèse Sullivan « Saumons de la rivière du Gouffre » d'une valeur de 300\$.

Nous vous invitons à adresser votre don sous la forme de chèque à : Société d'histoire de Charlevoix, 156, de l'Église, La Malbaie, G5A 1R4. Enveloppe pré-adressée dans le présent envoi de la Revue.

Votre appui nous fera chaud au cœur et constitue une action urgente voire essentielle pour la SURVIE de notre Société d'histoire de Charlevoix fondée il y a trente ans le 27 juin 1984.

SERGE GAUTHIER, Ph. D.
Président de la Société d'histoire de Charlevoix

DOSSIER

LA MISSION TECHNIQUE D'AMÉNAGEMENT DE CHARLEVOIX (1972-1975)

INTRODUCTION

Qu'est-ce donc que la Mission technique d'aménagement de Charlevoix? Un souvenir désormais presque oublié et pourtant c'est une date importante pour le développement économique récent de Charlevoix. La Mission technique d'aménagement de Charlevoix s'est déroulée surtout entre 1972 et 1975 mais elle a eu des répercussions jusqu'à nos jours. Le présent dossier permet facilement de s'en convaincre.

Qui donc nous a incité à ouvrir le dossier de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix? Qui d'autre que le regretté Gaston Ouellet qui nous a quittés en septembre 2013? Ce fonctionnaire a voué une partie de sa vie active à faire la promotion de projets économiques dans Charlevoix. Il conservait une mémoire fidèle et se passionnait toujours pour cette fameuse Mission économique de la décennie 1970. Il nous a convaincu que le sujet méritait d'être traité dans un numéro de la *Revue d'histoire de Charlevoix*. Nous l'en remercions sincèrement.

La réalisation concrète de ce dossier ne fut pas simple. Le financement de cette recherche nous fut refusé par les autorités politiques jusqu'à ce que Madame Pauline Marois décide enfin de l'appuyer en juin 2013. Ce retard a rendu le projet presque impossible à réaliser et la rencontre si intéressante entre Gaston Ouellet et Jean-Pierre Tremblay, qui avait été initiée en 2004, n'a pas pu se reproduire en 2014 puisque Gaston Ouellet nous avait quittés. Toutefois, ce dernier avait eu le temps d'écrire un article désormais posthume juste avant de quitter ce monde et nous avons pu interroger Jean-Pierre Tremblay en juin 2014. Merci donc à Madame Pauline Marois et à sa ministre Élane Zakaïb d'avoir appuyé ce projet de recherche au bon moment car nous ne pourrions plus le réaliser de la même manière maintenant.

Le dossier comprend un article sur la période d'avant la Mission technique d'aménagement dans Charlevoix, puis laisse place aux intervenants de l'époque, avant de dresser un bilan actuel de l'économie de Charlevoix suite à cette Mission. Nous ne saurons toutefois jamais si ce dossier aurait été suffisamment complet au regard exigeant de Gaston Ouellet. L'important, en fait, c'est que ce dossier existe désormais. Il permet de remettre en mémoire bien des aspects économiques d'hier dans Charlevoix et qui sont encore actuels. À la vérité, grâce à ce dossier, la Mission technique d'aménagement de Charlevoix ne sera plus totalement oubliée et s'imposera comme le tournant essentiel qui a mené à un meilleur développement économique dans Charlevoix.

SERGE GAUTHIER et CHRISTIAN HARVEY

Responsables du Dossier Mission technique d'aménagement de Charlevoix

TRENTE ANS AVANT LA MISSION DE CHARLEVOIX

PAR NORMAND PERRON



Photo: Patrick Mc Kenna Collection Société d'histoire de Charlevoix

Camp de bûcherons, secteur Hautes-Gorges, 1924-1925

Les années de la Révolution tranquille et les décennies suivantes ont été l'occasion de diverses études et réflexions sur l'avenir économique des régions du Québec. On sait par contre moins que l'état des économies régionales a suscité l'attention depuis longtemps. La lecture des journaux anciens le rappelle. Les projets de développements, miniers, agricoles, touristiques et autres¹, ainsi que les préoccupations pour les infrastructures routières, maritimes et ferroviaires sont déjà présentes au 19^e siècle. Bientôt – automobile et tourisme obligent –, l'État privilégie la construction de routes... et s'intéresse même à la promotion de l'artisanat dans les premières décennies du 20^e siècle. Des chercheurs, dont le géographe Raoul Blanchard et l'économiste Esdras Minville, s'attardent aux économies régionales dans les années 1930 et suivantes. Il en va de même du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec qui, dans le sillage de la Crise des années 1930, commande à son Office de recherches économiques des études sur les comtés du Québec. En 1943, l'enquête sur le comté de Charlevoix est publiée sous le titre *Inventaire des ressources naturelles et industrielles, 1942, Comté municipal de Charlevoix*². L'équipe affectée à l'enquête sur le comté de Charlevoix est constituée de François-Albert Angers professeur à l'École des Hautes études commerciales, et de Paul-Henri Vézina, professeur à l'Institut agricole d'Okla. Ils sont assistés par du personnel du ministère de l'Industrie et du Commerce. Sur Angers, ajoutons également qu'il a vécu à La Malbaie³.

L'enquête sur Charlevoix est effectuée en vertu d'une loi adoptée en 1936 qui autorise le gouvernement à procéder à l'inventaire des ressources naturelles de la province, d'où un ensemble de travaux effectués à l'échelle des comtés municipaux. Dans le cas de Charlevoix, les deux comtés municipaux de la région (Charlevoix-Est et Charlevoix-Ouest) ont été réunis pour le besoin. On veut connaître les activités de la population, réfléchir à une meilleure exploitation des ressources, adapter l'industrie à ces ressources et, enfin, procurer du travail aux jeunes et leur ouvrir de nouvelles carrières. Certains de ces objectifs rappellent ceux des schémas d'aménagement et de développement ultérieurs.

Comment est réalisée cette enquête en révèle en premier lieu les limites. À partir surtout de données statistiques existantes et par la consultation des gens du milieu susceptibles d'apporter un éclairage sur le comté, on dresse un portrait du milieu charlevoisien. Ce portrait fait état du milieu physique, de la population, de l'agriculture et de la colonisation, de l'industrie, de l'exploitation forestière, du tourisme et des transports. On s'attarde aussi à d'autres questions, comme l'éducation, les finances municipales et scolaires, etc. Mais c'est avant tout les aspects économiques qui préoccupent l'équipe de recherche et qui l'orientent dans ses réflexions.

Ainsi les résultats de l'enquête constituent-ils une synthèse de l'économie autour de l'agriculture, de l'indus-

trie, des ressources minérales, des forces hydrauliques, du tourisme ainsi que des transports et des communications. Ils sont d'abord présentés à l'échelle du comté, bien sûr, mais aussi à celui des municipalités, ce qui permet une présentation plus fine et plus nuancée des observations recueillies. Pour un comté aussi vaste et où les disparités sont fort importantes, cela paraît approprié. Il en résulte une somme d'informations diversifiées. Si elles sont parfois approximatives, elles n'en sont pas moins utiles pour connaître l'état du comté. Ainsi découvre-t-on la complexité des revenus chez les fermes d'agriculteur qui sont composés, selon les cas, d'un peu de revenus du lait, de l'élevage (dont le dindon et le renard), des petits fruits, du tabac, de la gomme de sapin, des pommes, des bleuets, du travail dans les chantiers forestiers... et du tourisme.

L'équipe de recherche dresse et présente donc un portrait de la région de Charlevoix, mais pas seulement un portrait puisqu'elle expose aussi des propositions qui doivent orienter le développement. Les principales propositions concernent le bois et le tourisme qui deviennent les ressources principales du comté et l'agriculture dont le statut en devient un de ressource secondaire. À l'échelle du comté, tout au moins, ce sont les principaux axes du développement économique que l'on devrait privilégier et on ne mise guère sur les autres ressources, dont le secteur minier.

C'est d'abord au bois que s'attarde l'équipe de recherche parce que c'est par le bois que sera assuré la stabilité économique du comté. Aussi faut-il préserver la ressource. Dans l'ensemble, les habitants ont su le faire. Mais Charlevoix court droit à la catastrophe dans certaines parties du comté. On y épuise la ressource ligneuse, ce qui annonce des lendemains difficiles, comme dans les environs de La Malbaie, par exemple. Mais généralement, les boisés privés demeurent bien gérés par les exploitants et ce sont ces boisés qui alimentent pour une très forte proportion les scieries. Selon les enquêteurs, la région bénéficierait de la présence d'un conseiller en sylviculture. Puisqu'il s'agit d'une ressource clef, le rapport s'interroge sur comment on pourrait tirer davantage de cette forêt en l'exploitant pour le papier et le sciage en même temps, selon les méthodes de coupes suédoises. C'est un problème à étudier, concluent les enquêteurs. La rationalisation de cette industrie dans les dernières décennies du 20^e siècle semble bien leur donner raison.

En ce qui concerne les activités agricoles, on reconnaît d'emblée l'importance de l'agriculture traditionnelle dans ce comté. Mais on en cerne aussi vite les problèmes (méthode de culture) et les limites (qualité des ter-

res). Avec bien un peu de ménagement, on ne la priorise aucunement comme facteur de développement, si ce n'est dans les meilleures zones qui se résument aux terres des vallées de la Malbaie et du Gouffre. C'est une coupure radicale avec le passé et, peut-on dire, il n'y a chez l'équipe d'enquête aucun enthousiasme pour l'agriculture telle que pratiquée. On recommande néanmoins un inventaire des ressources des sols, des études sur les meilleures semences, plus de facilités pour la rénovation des sols (engrais), la stimulation des productions animales et, aussi, la gestion des ressources ligneuses. Il est possible d'améliorer les choses, mais notons une mise en garde importante : il ne faut pas « trop désorganiser l'économie actuelle fondée principalement sur les besoins de la famille ». C'est sans compter que cette modeste agriculture permet l'existence de petites industries locales : beurreries, tanneries, carderies, etc.

En ce qui regarde le tourisme, le rapport fait état de son existence, de son potentiel et des succès locaux. Les divers attraits de la région (paysage, villégiature, chasse, pêche...) sont connus depuis le 19^e siècle. Ce qui est plutôt inquiétant, c'est l'absence d'un « aménagement rationnel du comté en région de tourisme ». Aussi recommande-t-on une action pour remédier à cette absence de coordination. On y présente même une esquisse de route touristique. En fait, on est convaincu d'un bel avenir pour le secteur touristique et il faut en accroître les retombées. Nul doute qu'il faut attendre davantage du Syndicat d'initiative qui regroupe déjà les municipalités du comté que le développement touristique préoccupe. L'avenir donnera raison aux auteurs du rapport et peu à peu le tourisme modifiera l'assise économique de Charlevoix.

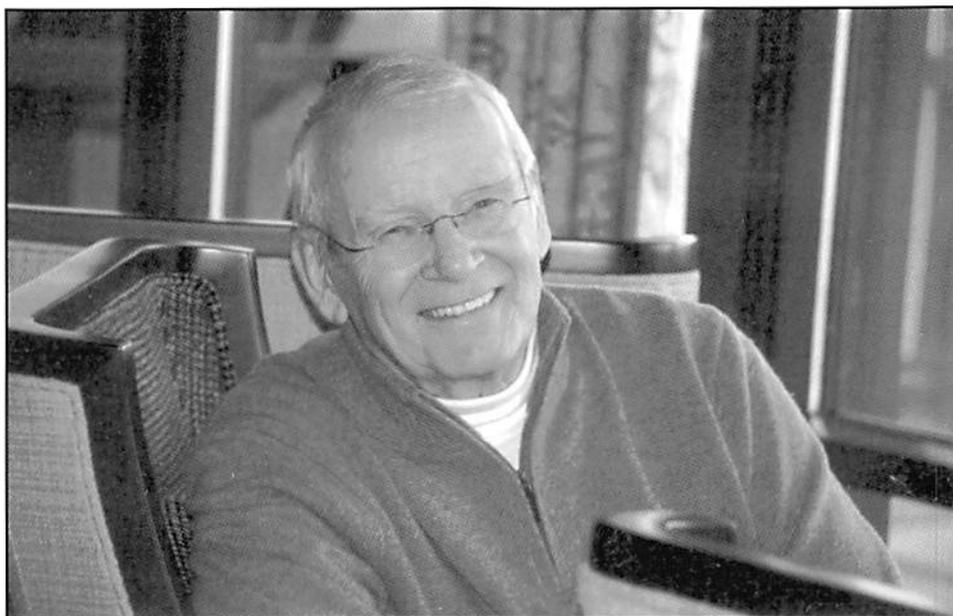
Il n'est pas toujours facile de suivre finement les retombées de l'enquête menée en 1942. Chose certaine, les changements déjà amorcés se poursuivront dans le secteur agricole, ce qui mènera finalement à la désarticulation de la ferme familiale. L'industrie du bois connaîtra la prospérité pendant un certain temps et il est intéressant de constater que l'on se préoccupera davantage de la gestion de la forêt, mais pas suffisamment. La sur-exploitation, entre autres, affectera la pérennité de l'industrie forestière à long terme. Pour sa part, le tourisme deviendra une véritable industrie sur lequel on misera sans cesse davantage au fil des décennies.

Notes:

1. Entre autres, voir *Histoire de Charlevoix* (Québec, PUL, 2000) et *Charlevoix en bref* (Québec, PUL, 2002) de Serge Gauthier et Normand Perron.
2. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles, 1942, Comté municipal de Charlevoix*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1942, 233 p.
3. François-Albert Angers est né à Québec. Il a vécu entre autres à La Malbaie où son père exerçait sa profession de médecin.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA MISSION DE CHARLEVOIX

PAR GASTON OUELLET¹



Gaston Ouellet (1934-2013)

J'ai été embauché par l'OPDQ au début des années 1970, presque au moment de la création de ce nouvel organisme de planification et de développement mis sur pied pour administrer la contrepartie québécoise de l'Entente fédérale-provinciale, dite des Zones spéciales, pour venir en aide aux régions en décroissance et en surcroissance. C'est monsieur Arthur Tremblay qui a conçu cet organisme paragouvernemental et qui en fut le directeur général, mais tout le travail était fait en réalité par Yvon Tremblay et ses deux principaux adjoints. Je m'apprêtais à quitter le cabinet du ministre du Revenu de l'époque lorsque je me présentai au concours de l'OPDQ pour la fonction de directeur de la région Québec-Trois-Rivières, l'Office s'apprêtant à régionaliser son action dans les 8 ou 10 régions administratives qui existaient au Québec à l'époque...

Je fus embauché comme Directeur du développement pour les régions administratives de Québec – Trois-Rivières et mes premières fonctions furent de réaliser les projets de l'Entente fédérale-provinciale... comme l'aménagement de Place Royale, les stationnements sous-terrains de l'hôtel de ville et de Place d'Youville... et le Mont Sainte-Anne. En même temps nous réalisons le premier plan d'aménagement de la région de Québec, cette vaste étude des différents secteurs de l'activité économique de la région... et dont les rapports existent toujours! Et bien sûr, le projet de centre de ski à Petite-Rivière-Saint-François, dont la seconde étude était en cours par la firme SOTAR.

L'idée de tenir une « mission » dans Charlevoix n'est pas venue spontanément. L'OPDQ a reçu en 1972 une lettre du ministre Raymond Mailloux demandant de participer au paiement d'une « étude de faisabilité d'aménagement d'un centre de ski dans les montagnes de Petite-Rivière-Saint-François de Charlevoix », à la suite d'un battage de publicité fait par deux journalistes du *Soleil* à la recherche d'une piste olympique au Québec.

Faut savoir qu'à l'époque nous étions à aménager le centre de ski du Mont Sainte-Anne où des millions de dollars étaient investis dans de coûteux projets qui relevaient pour une bonne part d'une méconnaissance des questions d'aménagement d'un centre de ski – création d'un lac artificiel qu'on a jamais pu remplir, achat d'une gondole au Japon qu'on a jamais pu faire fonctionner, construction d'un pont-barrage, de murs de soutènement, golf, etc. – et des dépenses qu'il n'était pas toujours faciles de contrôler et qui exaspéraient surtout le Conseil du Trésor du Québec et même les chargés fédéraux de coordination du projet. C'est dans ce climat qu'est arrivée la demande du ministre à l'Office... et sur mon bureau. Imaginez!

C'est donc moi, comme directeur de la région qui fut chargé de répondre que l'OPDQ terminerait d'abord les travaux du Mont-Sainte-Anne – qui créeraient une suroffre par rapport à la demande de ski pour les 15 prochaines années à l'époque – avant d'entreprendre toute nouvelle étude des nouveaux centres de ski au Québec.

Le maire de Petite-Rivière-Saint-François, Aimé Racine, m'avoua ne pas avoir lu ma réponse au ministre aux membres de son conseil. Il donna quand même suite à ma suggestion de faire appel à des organismes de la région pour payer l'étude. Ce qui fut fait... et la première étude SOTAR fut déposée début 1974, je pense. Fallait pas s'attendre à autre chose, elle démontrait bien sûr le « haut potentiel de la montagne » à tous égards...

Les nouvelles pressions reprirent donc auprès de l'OPDQ avec le même refus catégorique du Trésor et du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche du temps de participer à quelque étude que ce soit sur cette question.

L'OPDQ convainquit d'abord le ministre Raymond Mailloux de mener une étude plus exhaustive du projet qui porterait cette fois sur les coûts de réalisation du projet et que ce document pourrait être déposé publiquement, avec d'autres projets, à la suite d'une Mission touristique d'aménagement qui pourrait se tenir sur le territoire de Charlevoix. L'OPDQ gagnait ainsi du temps et versa quelque 150 000\$ à la firme SOTAR pour la réaliser.

Peu favorable à l'idée de tenir une « mission », concept importé d'Europe, inconnu au Québec, Raymond Mailloux accepta quand même d'annoncer la nouvelle « étude » et la tenue d'une « Mission touristique dans Charlevoix ». Mais la nouvelle fut mal accueillie par le Conseil régional de concertation et de développement de Charlevoix, organisme créé et financé par l'OPDQ sur le territoire pour les fins mentionnées. Il était à l'époque dirigé par Jean-Pierre Tremblay, personnage qui n'avait pas la langue dans sa poche et la réputation de se faire mener par les fonctionnaires de Québec. Aussi exigea-t-il que les objectifs de la Mission soient élargis à d'autres secteurs de l'activité économique, comme la forêt, l'agriculture, les mines, l'éducation, les transports, et ce qui au fond rencontrait davantage les vues des fonctionnaires de l'OPDQ, que seulement le tourisme. Déjà peu convaincu de la tenue d'une telle mission, doublée d'une consultation populaire, le ministre accepta quand même d'élargir les travaux qui porteraient le nom de « Mission technique d'aménagement de Charlevoix ». Pourquoi « technique »? Allez savoir.

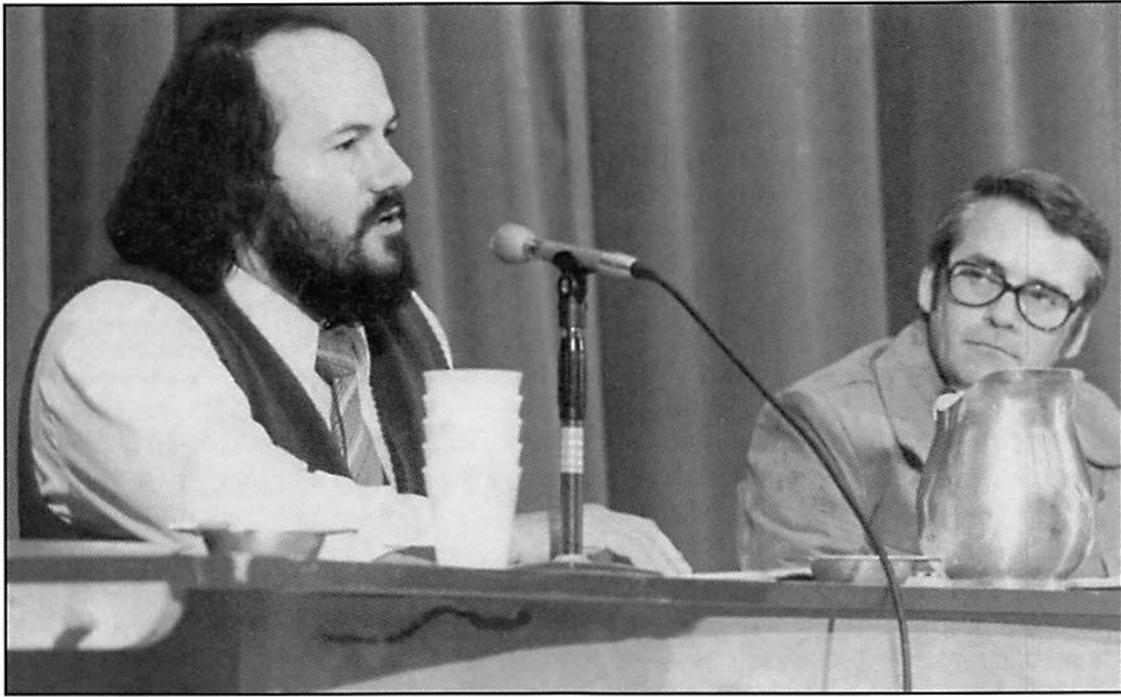
La Direction de Québec de l'OPDQ fut chargée de la coordination de la Mission. Comme directeur, j'étais déjà chargé des opérations de l'Entente fédérale-provinciale et des travaux de confection du schéma d'aménagement de la région de Québec. J'ai donc nommé un sé-

nior de mon équipe, l'ingénieur forestier Jacques Tessier, pour coordonner les travaux d'une équipe composée de représentants d'une huitaine de ministères. Chaque ministère fut chargé de dresser un portrait socioéconomique de la situation de son secteur d'activité, de proposer des orientations à court et long terme, d'identifier et élaborer une programmation triennale de financement et de mettre en place un mécanisme opérationnel sur le territoire. Un calendrier d'exécution fut élaboré et des réunions hebdomadaires se tenaient. Un rapport sur l'état général de la situation fut élaboré et soumis aux acteurs des différents secteurs concernés au cours de réunions publiques qui se tenaient sur le territoire de Charlevoix. Le rapport final sur les orientations de développement et les projets fut soumis et voté au cours de réunions publiques sectorielles. Comme directeur de la région de Québec, j'agissais comme coordonnateur général de l'opération que dirigeait avec patience Jacques Tessier sur le terrain. À part le ministère du Tourisme, des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche du temps, tous les ministères participèrent quand même avec enthousiasme aux travaux de la Mission.

Il s'agissait en fait d'une des premières opérations de consultation de l'OPDQ sur un territoire, opération qui fut coordonnée à Québec par un Service de concertation et de consultation de l'OPDQ qui en était, ou si peu, à ses premières armes sur le terrain. Je le soupçonnais d'être davantage complice avec le CRCD qu'avec la Direction de Québec et de l'OPDQ. C'est le Conseil régional de concertation et de développement CRCD, qui n'en connaissait pas davantage, qui coordonnait l'opération pour laquelle l'OPDQ avait consenti à verser un montant de 50 000\$. Malgré tout, et le rapport en témoigne, l'opération s'est déroulée d'une façon originale et donna lieu à toute une série de recommandations qui ne rencontrèrent pas nécessairement les orientations des ministères mais qui représentaient la volonté d'une partie de la population. L'expérience servit surtout à structurer les consultations qui suivirent. Plusieurs des recommandations se retrouvèrent aussi dans la programmation finale.

Les résultats

D'abord les études des différents ministères démontrèrent que la région de Charlevoix était en nette décroissance, que son secteur agricole qui avait jusque-là assuré une part importante de sa croissance était en perte de vitesse, qu'elle était isolée de la grande région de Québec, que sa démographie et les revenus par ménage diminuaient, que ses infrastructures touristiques étaient



Collection Jean-Pierre Tremblay

Gaston Ouellet (à droite) et Jean-Pierre Tremblay (à gauche) lors de la rencontre d'information sur la programmation de la Mission technique d'aménagement le 22 mai 1975 à La Malbaie

inexistantes, que les retombées de l'exploitation de la forêt ne lui revenaient qu'en partie, que ses mines étaient exploitées au profit de l'extérieur et surtout qu'elle n'était plus éligible à plusieurs programmes réguliers des ministères, en raison de la faiblesse de son économie sectorielle. Bref un constat de totale décroissance, si aucune mesure à long terme n'était prise pour stopper l'hémorragie. C'est là que la recommandation du CRCDD de tenir une mission élargie fut salutaire pour la région, d'autant qu'elle rencontrait pleinement les vues des fonctionnaires de l'OPDQ.

L'agriculture

En gros, les études démontrèrent qu'il fallait stopper à long terme la chute des revenus agricoles à 11% en rendant les agriculteurs de la région éligibles à tous les programmes réguliers de soutien du revenu du ministère de l'Agriculture, puis en créant de toute pièce un programme de soutien à « l'Agriculture sans sol », spécifique à la région, afin de permettre des subventions particulières pour l'élevage du porc mais dans l'arrière-pays afin d'éviter les pollutions sur les circuits touristiques, la restructuration de la production avicole à La Malbaie, l'élevage du renard et des moutons qui s'avéra, dans ce dernier cas, un échec en raison de l'absence de marchés à l'époque. Mais la mesure qui souleva l'hystérie des autres régions du Québec fut ce programme triennal de soutien, jusqu'à concurrence de 6 000\$, aux initiatives d'amélioration des paysages agricoles à tout agriculteur

dont la ferme, la maison, le pâturage et les clôtures se retrouvaient sur le circuit touristique entre Petite-Rivière-Saint-François et Saint-Siméon. C'est ce qui faisait dire aux fonctionnaires que les « vaches étaient peintes dans Charlevoix » et que nous étions la seule région à financer « les boîtes à fleurs ». La Mission avait également proposé une mise en commun des ressources des deux fromageries afin de consolider et diversifier la production des fromages régionaux, mais les exigences d'une des propriétaires obligèrent le ministère de l'Agriculture à ne poursuivre ses démarches qu'avec une seule laiterie. Ajouter à cela toute une série de mesures secondaires visant à soutenir le rachat de terres, l'aide à la réimplantation, l'aide à la rentabilisation des productions animales sans sol, l'aide à l'agrandissement des poulaillers et la formation des jeunes agriculteurs et vous aurez un portrait exhaustif du soutien apporté par la Mission au secteur agricole.

La forêt

La région connut à l'époque l'un des premiers Regroupements forestiers du Québec et l'Office versa plus de 100 000\$ pour sa mise en place et la réalisation de travaux sylvicoles et de reboisement. Des mesures furent prises pour permettre la mise en valeur des boisés publics et privés et obliger les grandes compagnies forestières à acheter des cultivateurs une quantité de bois pour les opérations. On voulait ainsi consolider les revenus des agriculteurs.

Patrimoine et culture

Avec le tourisme et l'agriculture, le patrimoine et la culture furent les principaux secteurs d'interventions qui déterminèrent les grandes orientations de planification et de développement de la région, pour les générations qui suivirent. Certes la région était déjà connue pour attirer les artistes, mais c'est la Mission qui reconnut Baie-Saint-Paul comme centre du patrimoine culturel de la région. L'OPDQ seulement accorda plus de 160 000\$ à l'époque pour la restauration de l'édifice de la Confédération afin d'en faire un Centre d'Art et un montant équivalent à La Malbaie pour l'achat et l'aménagement du petit Musée Laure-Conan dans l'édifice des Postes afin de dynamiser le centre-ville. En fait ce fut plus d'un million de dollars qui fut accordé pour la transformation de cet édifice qui fut finalement vendu à un particulier afin de profiter d'une subvention fédérale pour la construction d'un Musée (style bureau de poste) dans un rond-point de l'entrée de Pointe-au-Pic. Un montant de 60 000\$ fut aussi accordé par l'OPDQ pour l'acquisition et l'achat des deux moulins de l'île aux Coudres. Le montant était du moins inscrit dans la programmation.

L'école de formation du Domaine Forget, créée par François Bernier et Marie Asselin ne fit pas partie de la programmation de la Mission, mais reçut plus tard un indéfectible soutien du ministère et de l'Office. Une anecdote. Le soir de l'inauguration de la salle, François Bernier prit la parole pour dire que c'était une subvention de l'OPDQ de dernière minute qui avait permis le début de la saison. En effet, la conduite principale d'amenée d'eau à la grande salle des concerts avait dû être remplacée durant les jours précédents, de toute urgence. L'histoire ne dit pas ce que j'ai dû assumer par la suite pour avoir pris cette décision ... sans autorisation!

Le tourisme

C'est de loin le secteur d'activités dans lequel l'OPDQ, dans le cadre de la Mission, a investi le plus, le ministère concerné refusant même de s'engager jusqu'à la dernière minute dans la création d'un parc sur le territoire de Petite-Rivière-Saint-François afin d'éviter toute spéculation de la part des promoteurs. C'est l'Office qui dû assurer, par lettre, le versement d'une somme de quelque 2 millions au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche pour l'acquisition éventuelle des terrains nécessaires et qui déposa le périmètre d'expropriation au ministère des Travaux publics, la veille de l'adoption de la nouvelle politique gouvernementale d'expropriation. À

lui seul, ce projet assurera des centaines de millions d'investissements de toutes sortes dans la région au cours des 40 années qui suivirent et est encore aujourd'hui la base de l'économie touristique régionale. Le conseil du Trésor et le ministère du Tourisme s'objectèrent à la création d'un parc dans le secteur. Ils y voyaient bien sûr un moyen détourné visant la création éventuelle de la station de ski et c'est ce qui faisait dire au secrétaire du Trésor Guy Coulombe ... « ce n'est que la queue du dragon... ». Rajouter à cette somme plus de 600 000\$ sur trois ans pour l'achat et l'aménagement d'un camping à l'île aux Coudres, 300 000\$ pour l'aménagement d'un camping au quai de Saint-Siméon et 100 000\$ pour une étude sur la villégiature, un soutien au Mont Grand-Fonds alors naissant, la création du parc des Palissades et vous aurez une idée encore partielle des montants investis par l'État et des effets d'entraînement que ces projets ont eu sur le développement touristique de la région.

Les transports

Dès le départ, le ministre Raymond Mailloux fit enlever ce secteur d'activité des travaux de la Mission, disant que comme ministre des Transports il veillerait lui-même à ce que le réseau routier entre Charlevoix et Québec réponde aux normes d'une autoroute moderne. C'est vraiment là que fut amorcée la transformation de ce réseau routier en montagnes qui donnait facilement accès à l'immense bassin touristique de Québec. Ces centaines de milliers de dollars ne furent jamais comptabilisées dans les dépenses de la Mission. Le nom de Mailloux est aujourd'hui donné à un bout de chemin mal fichu et le boulevard porte le nom de Mgr de Laval! Allez donc comprendre.

Les mines

La Mission a connu ses échecs. Les mines en particulier, la silice qu'on aurait souhaitée transformée dans Charlevoix, dans le parc industriel de Clermont où l'on trouve toutes les infrastructures requises pour y accueillir ces types d'industries de transformation. Quarante ans plus tard, on en est encore à sortir le minerai de la région pour le transformer au Saguenay et dans la région périphérique des Trois-Rivières. Le petit village de Saint-Urbain est affublé à son entrée est d'un immense garage où l'on répare dans des hangars crasseux une bonne douzaine de camions lourds qui franchissent allègrement le village, détruisent les routes, accroissent les risques routiers et créent une poignée d'emplois de chauffeurs de trucks... qui font la gloire des élus de Saint-Urbain



Collection Jean-Pierre Tremblay

Le ministre des Transports et député de Charlevoix d'alors, Raymond Mailloux

qui font pressions sur le gouvernement pour que les citoyens paient les millions nécessaires pour fournir l'électricité sur leurs installations sur La Galette où l'on trouve d'immenses cratères... dont la restauration devra être, comme ailleurs, assumée par les citoyens! Nos chevaliers de l'industrie et nos élus devraient au moins savoir se retenir.

Au Conseil du Trésor

Mais ce que personne ne sait, c'est le débat survenu au Conseil du Trésor au moment de la présentation de la Mission dont les sommes, à peine 10 millions, quand même beaucoup pour le temps, n'étaient pas de nature à l'époque à ruiner un gouvernement. Le Conseil du Trésor avait fait une analyse serrée du mémoire et s'objectait à presque toutes les demandes de l'OPDQ. J'accompagnais mon président, Yvon Tremblay, pour la circonstance. Un long silence avait marqué la lecture du

mémoire du Conseil du Trésor.

« Eh bien... » a simplement dit Raymond Garneau, alors président du Conseil du Trésor, en invitant les autres membres à entériner la proposition des analystes du Trésor. « Je vous propose d'échanger le projet de centre de ski à Petite-Rivière-Saint-François contre toutes les autres demandes de la Mission », de proposer Raymond Mailloux. « Pas question », de dire Yvon Tremblay en demandant la parole. Yvon fit alors un exposé magistral sur le développement des régions pour expliquer le rôle de soutien de l'Office aux initiatives régionales et aux programmes de certains ministères... en reprenant la programmation de la Mission point par point tout en expliquant l'impact qu'elle aurait dans Charlevoix... qu'il connaissait comme le fond de sa poche, étant natif de la région. « Projet accepté... » ajouta simplement Raymond Garneau.

Un impact sur la région aujourd'hui

La région de Charlevoix vit encore aujourd'hui des orientations et de plusieurs projets créés par la Mission il y a 40 ans. D'ingénieux et dynamiques promoteurs ont cependant pris la relève pour créer notamment une véritable industrie des arts autour du Centre d'Art avec la multiplication de ces galeries qui attirent des visiteurs de partout. L'école de musique du Domaine Forget, venue plus tard, fait connaître la région à travers le monde, l'acquisition du boisé du quai de Baie-Saint-Paul est devenue une attraction et notre Musée contribue à une meilleure connaissance de nos us et coutumes. La mise en valeur des ressources de l'hiver autour du développement du Massif a contribué à étaler la saison touristique et favorisé le développement d'un réseau d'auberges et d'hôtels.

L'État a construit un Casino pour consolider la vocation du Manoir Richelieu alors en perdition et la Société des Établissements de plein air a aménagé dans les Hautes-Gorges un parc qui n'a rien à envier aux installations du genre à travers le monde et que la modeste Traversée de Charlevoix contribue à faire connaître depuis près de 40 ans. La Sépaq s'apprête à mettre en valeur les monts du Col de Saint-Urbain afin de donner accès aux exceptionnelles ressources de l'arrière-pays.

Mais ce qui m'apparaît le plus intéressant, c'est ce virage axé sur les productions spécialisées que connaît depuis quelques années l'agriculture, grâce à l'audace et l'imagination de jeunes producteurs qui ont décidé de se prendre en main et de créer de nouvelles productions, à partir de produits régionaux et de nouveaux élevages. Si une quelconque « mission » devait être créée aujourd'hui, elle devrait surtout porter sur l'aide et au soutien des initiatives agro-alimentaires nouvelles, l'aide à l'établissement d'agriculteurs spécialisés, à la consolidation des produits dit d'origine et à leur promotion à l'étranger, comme la chose est déjà en marche d'ailleurs.

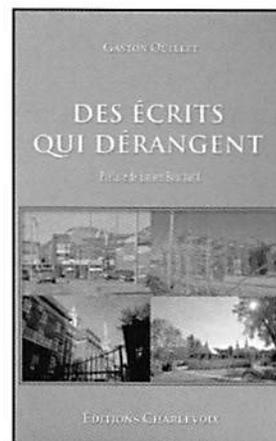
Un exercice encore possible

Quant à savoir si une autre Mission pourrait être tenue dans la région, la chose n'est tout simplement plus possible, en raison d'abord de la rareté des ressources financières des gouvernements et des transformations que les différents secteurs de l'activité économique ont connu au cours des quarante dernières années. Nous ne vivons plus en autarcie ou si peu, les grands marchés nous ont rejoints et la concurrence est là pour rester. Imaginez, nous importons maintenant de la main-d'œuvre dans Charlevoix!

Pourtant, le chômage est toujours aussi fort et les revenus familiaux aussi faibles. Le nombre d'habitants ne cesse de diminuer, la région est toujours aussi divisée, connaît un dédoublement de structures et d'élus inadmissibles pour un milieu d'à peine 30 000 habitants, nos dirigeants municipaux s'accrochent aux premiers promoteurs venus et n'arrivent plus à contrôler l'aménagement de leur territoire. Ils s'attachent encore à des concepts de développement qui reposent sur d'artificielles croissances et qui créent des illusions de développement. Le modèle actuel a fait ses beaux jours.

Depuis des générations on a usé quasi sans vergogne d'une richesse qui nous a donné cette qualité de vie, sans qu'on ait eu à l'aménager, à faire quelque effort que ce soit : le paysage qu'on n'arrive plus à protéger des hordes de promoteurs alors qu'il faudrait se donner une vision d'ensemble du village où nous souhaiterions vivre, se demander si notre région a les ressources requises, s'il ne serait pas souhaitable de se donner un environnement de qualité où vivraient confortablement 30 000 habitants plutôt que brader notre patrimoine et notre environnement pour tenter d'atteindre de futiles objectifs de croissance.

L'État, depuis l'adoption de la Loi sur l'aménagement du territoire, il y a plus d'une quarantaine d'années, a consacré des sommes faramineuses pour la formation de jeunes aménagistes qui occupent aujourd'hui le paysage de plusieurs de nos villages et qui font leur marque, mais trop de nos élus n'ont pas suivi. Lorsqu'on entend, comme ce fut le cas à une récente séance du conseil de Baie-Saint-Paul, sans que le maire ou qu'un autre conseiller n'intervienne, un conseiller affirmer « que le prochain plan directeur d'urbanisme devra être au service des citoyens et non le contraire », en d'autres termes les empêcher de faire ce qu'ils font déjà. Je me suis dit qu'il reste encore bien du chemin à parcourir.



Gaston Ouellet a publié aux Éditions Charlevoix en mai 2013 l'ouvrage intitulé Des écrits qui dérangent comprenant plusieurs de ses articles. Il est possible de commander ce livre sur le site internet de la Société d'histoire de Charlevoix (www.shistoirecharlevoix.com)

PRÉSENCE DE LA MISSION DE CHARLEVOIX DANS LA PRESSE RÉGIONALE (1972-1976)

PAR SERGE GAUTHIER



Collection Jean-Pierre Tremblay

Les médias régionaux et nationaux (Radio-Canada, TVA) étaient présents lors de la présentation de la programmation

Il paraît difficile d'imaginer en 2014 que la presse régionale de Charlevoix ait pu être, à une époque pas si lointaine, capable de s'impliquer dans le cheminement d'une réflexion économique alors novatrice et engagée comme l'était la Mission technique d'aménagement de Charlevoix. Et pourtant, à travers les pages du journal *Le Confident* (édité à La Malbaie de 1960 à 1981), de 1972 à 1976, de nombreux débats et questionnements sont présentés en lien avec cette démarche alors cruciale pour l'avenir économique de Charlevoix. Nous avons donc voulu reproduire quelques articles relatant cette période intense où l'idée de défendre et de faire avancer l'économie de Charlevoix s'est présentée comme un enjeu qui touchait clairement l'ensemble de la population locale.

Annnonce officielle le 18 décembre 1972

C'est un peu avec surprise que la population de Charlevoix apprend le lancement du projet de la Mission Technique d'aménagement de Charlevoix. Le Bureau du ministre libéral Gérald Harvey émet ainsi un com-

muniqué, à la veille de Noël, et certains y voient déjà des intentions politiques alors que s'annoncent pour l'année qui suit des élections provinciales. Peu importe le communiqué n'est rapporté qu'au début de janvier dans le journal régional *Le Confident* qui paraît alors seulement à tous les quinze jours:

«Monsieur Gérald Harvey, ministre du Revenu et ministre responsable de la Région Québec - Trois-Rivières à l'OPDQ a fait part à son collègue Raymond Mailloux, ministre d'État à la voirie et député de Charlevoix, de la création d'une mission technique de l'Office de la Planification et de développement du Québec chargée d'étudier les problèmes touristiques et autres affectant la région de Charlevoix. [...] D'ici le 30 juin 1973, cette Mission devra préparer un rapport préliminaire des équipements à mettre en place en vue d'assurer le développement socio-économique de cette région, particulièrement dans le domaine touristique.

Une somme de \$25,000, à même le budget 1972-73 a été mise à la disposition de cette Mission par l'OPDQ afin de faire débiter les travaux de recherche immédiatement.»

(Le Confident du 10 janvier 1973)

Présence demandée du Ministère des Affaires Culturelles

Il faut peu de temps pour que les organismes de Charlevoix réagissent à l'annonce de la création de la Mission technique et d'aménagement. On souhaite clairement que le projet implique aussi le Ministère des Affaires culturelles:

Conseil régional d'orientation culturelle de Baie-Saint-Paul 1973

Mission économique de Charlevoix

Charlevoix connaîtra une nouvelle mission économique. Cette mission devra découvrir les priorités premières de la région afin que l'économie soit développée au maximum. Mais le tout ne s'arrête pas là; le CROC fera pression en réunissant ses efforts pour que le ministère des Affaires Culturelles du Québec soit présent et surtout impliqué dans cette mission économique. Avec cette aide demandée, Charlevoix pourra davantage développer son industrie touristique à l'année.

(Le Confident du 7 février 1973)

La Mission économique fait ses premiers pas

Très rapidement, le Ministère des affaires sociales et des affaires culturelles sont intégrés au processus de consultation de la Mission, suite aux pressions du milieu. Ernest Samson, coordonnateur du CER-R3, relate ainsi les premiers pas de l'Opération-Consultation en lien avec la Mission de Charlevoix.

[...] Lors de sa formation, cette mission était formée de trois ministères, soit ceux de la forêt, de la voirie et du tourisme. Par la suite, conséquemment aux pressions faites par des organismes sociaux et économiques du Comté soit le Conseil économique de Charlevoix, soit le Conseil régional de développement, nous avons obtenu que la mission inclut dans ses préoccupations les secteurs des affaires culturelles et des affaires sociales. Il est probable que le ministère de l'industrie et du commerce soit aussi de la partie. [...] Nous devons avoir une idée claire et précise sur le devenir de notre région. Actuellement, nous sommes à la merci de promesses électorales. Un Casino ici, une route là, un camping gouvernemental un peu plus loin etc. En 1973, ce n'est pas de cette façon que l'on va solutionner les problèmes... Tous doivent être conscients que c'est maintenant ou jamais pour le Comté de Charlevoix.

*Ernest Samson. Coordonnateur CER-R3 (Charlevoix)
(Le Confident du 7 mars 1973)*

Premières réactions critiques dans le milieu

Dans un article du journaliste Rémi Tremblay au sujet de l'orientation du CER-R3 des critiques surgissent déjà en avril 1973 au sujet de la Mission économique de Charlevoix. Les reproches concernent surtout le peu de liens entre les responsables de la Mission et le milieu charlevoisien. Ici se démarquent clairement un point de vue régional qui va influencer grandement le cheminement de la démarche de la Mission:

[...] Tant et aussi longtemps que les gens de la Mission n'iront pas voir les personnes sur le terrain, dans leur travail quotidien, cette Mission Économique va présenter des gros points d'interrogation. Il ne faudrait pas qu'elle ne soit qu'un cadre dans lequel on devra, on le sait d'avance, embarquer. Elle doit être un instrument, un programme-cadre, dans lequel les gens de la place vont pouvoir écrire ce qu'ils veulent y faire apparaître vraiment. Si c'est le tourisme qui ressort comme priorité, d'accord; si c'est l'agriculture, d'accord; mais ce sera d'après leur volonté, et non par le travail effectué derrière les bureaux... Ce sont les gens de la place, incorporés dans le quotidien de chacun des groupes concernés par nos problèmes, qui seront susceptibles d'exposer réellement la situation telle qu'elle se présente et non telle qu'une élite voudrait qu'elle soit présentée.

(Le Confident du 18 avril 1973)

Assemblée générale du CER-R3

Cette assemblée générale se tenait à Saint-Hilarion le 29 avril 1973 et des responsables de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix y étaient présents. Selon l'article paru dans *Le Confident*, l'assistance nombreuse présente sur place semblait peu satisfaite des réponses des fonctionnaires:

Malgré la pertinence des questions posées par l'assistance, l'adresse des principaux représentants gouvernementaux présents à contourner le sujet a semblé décevoir le public, qui s'attendait à de plus amples précisions de la part de ceux-là même qui devaient tenir en main, tous les chaînons des différents domaines économiques de la région.

M. Yvon Tremblay, président et directeur de l'OPDQ, de même que M. Jacques Tessier, responsable de la Mission économique dans Charlevoix n'ont présenté que des arguments jugés plutôt faibles, à la défense de l'économie charlevoisienne.

(Le Confident du 16 mai 1973)

La Mission économique n'est pas un ballon politique

Le 20 juin 1973, le ministre Gérald Harvey, responsable de l'OPDQ, vient dans Charlevoix pour présenter le projet de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix. Il cherche principalement à signaler que le projet n'est pas un « ballon politique » et qu'il va se poursuivre sans être influencé par l'échéance électorale qui se profile alors. C'est ainsi que s'amorce l'Opération-Consultation à laquelle la population charlevoisienne est invitée à participer:

À l'ouverture officielle de l'Opération-Consultation

Bien que la Mission Économique dans Charlevoix soit née à la veille des élections provinciales, on ne doit voir dans cette initiative de l'OPDQ aucune intention politique, sinon de corriger les lacunes du comté par un plan d'aménagement du territoire de Charlevoix. Le gouvernement libéral n'en avait pas fait mention dans ses promesses électorales en avril 1970, et il n'est pas dans son intention de s'en servir comme ballon électoral pour les prochaines élections.

C'est ce qu'a déclaré le Ministre responsable de la région-plan Centre de l'Office de planification et de développement du Québec, M. Gérald Harvey, présent à l'ouverture officielle de l'Opération-Consultation, devant une faible assistance composée en majeure partie de fonctionnaires et des membres du CER-R3, mercredi le 20 juin dernier à l'auditorium de la Polyvalente du Plateau à La Malbaie. M. Harvey, qui répondait ainsi aux questions posées par l'assistance, a précisé que l'OPDQ qui a mis en branle cette mission n'avait que des objectifs économiques purement régionaux : 1) l'accélération du développement économique; 2) la préservation et la promotion de la qualité de l'environnement; 3) l'établissement et consolidation d'un meilleur équilibre entre les régions. De sorte qu'un changement de gouvernement ne peut en aucune façon, nuire à la bonne marche et au parachèvement de cette esquisse d'aménagement du territoire, de la sous-région de Charlevoix. [...] L'Opération-Consultation fait suite à l'édification de documents de travail élaborés depuis janvier dernier, sur un plan d'aménagement du territoire de Charlevoix, auquel collaborent les ministères suivants : Terres et Forêts; Agriculture et Colonisation; Tourisme, chasse et pêche; Affaires culturelles; Affaires sociales; ainsi que des représentants de l'OPDQ, du CRD (Conseil régional de développement). Comme on peut le constater, le gouvernement a placé une grande partie de ses forces dans cette mission, les résultats dépendront beaucoup de la collaboration de la population qui sera seule à en bénéficier.

(Le Confident du 9 juillet 1973)

Charlevoix... « Le futur terrain de jeux du Québec! »

Le projet de Casino discuté en marge de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix provoque un éditorial bien senti du propriétaire du *Confident*. Est-ce qu'on a bien réfléchi avant de discuter ce projet? Marcel Guay, en voyage en Jamaïque, n'est pas très impressionné par le Casino de Kingston où des problèmes de sécurité se posent. Les tenants de la Mission technique d'aménagement proposent un nouvel aménagement régional et des représentants du Gouvernement du Québec clament que « Charlevoix sera le futur terrain de jeux de Québec! ». Marcel Guay s'interroge autour de cette affirmation:

« Le futur terrain de jeux du Québec », oui mais!

Depuis des décennies on a tout dit sur Charlevoix. Tous les qualificatifs y ont passé, en ce qui regarde les beautés sensationnelles que la nature lui a données.

Ses montagnes, ses rivières, ses lacs, son fleuve Saint-Laurent qui sillonne son flanc sud, lui ont donné le nom qui s'approche le plus de sa réalité : « La Suisse du Québec ».

Au cours de la dernière campagne électorale provinciale un ministre québécois y a ajouté un atout encore plus révélateur : « Charlevoix deviendra le futur terrain de jeux du Québec »...

Ce ministre québécois n'a pas lancé cette phrase sans toucher au noyau principal de ce devrait être ce « terrain de jeux du Québec ». Il y a plus de deux ans le premier ministre Robert Bourassa déclarait à Rivière-du-Loup que le premier casino se situerait dans la région de Charlevoix...

Si Charlevoix doit devenir le « futur terrain de jeux du Québec » tel que déclaré plus haut par un ministre de notre province, où il y aura probablement un Casino éventuellement, doit-on entrevoir que notre brave et paisible population sera accablée d'une « boîte » si explosive, pour y gagner sa croûte? Plusieurs diront « Pourquoi Charlevoix plutôt qu'une autre région du Québec? »

Charlevoix : « Le futur terrain de jeux du Québec »! Oui mais... à la condition que le gouvernement prenne toutes les dispositions possibles et même impossibles pour ne pas jeter notre population dans la gueule de la pègre, des chasses à l'homme, des meurtres...

(Le Confident du 23 janvier 1974)

Espoirs et déceptions : Cheminement de la Mission 1974-1976

Les suites de l'Opération-Consultation ne sont pas toujours faciles. On sent moins d'implication de la



Photo Le Confident

Rencontre publique à Saint-Hilarion. Au micro, Yvon Tremblay

population locale. Les organismes de développement économique de Charlevoix se font plutôt critiques et semble souhaiter « un affermissement des activités traditionnelles de Charlevoix et un élargissement de l'assise économique régionale en lien avec les responsables de la Mission » d'après ce qu'on rapporte dans *Le Confident* du début de 1974. Le 16 juin 1974 un colloque se tient en marge de la Mission et selon l'éditorial de Jean-Pierre Tremblay il suscite un « mélange de déceptions et d'espoir » (*Le Confident* 2 juillet 1974). Une séance tenue le 16 janvier 1975 autour d'un projet d'abattoir dans Charlevoix s'avère houleuse et un directeur de l'OPDQ demande à la presse régionale de quitter la salle (*Le Confident* 22 janvier 1975). Une rencontre prévue pour le 22 mai 1975 annonce « Le grand départ vers un développement planifié » selon Rémi Tremblay du *Confident* qui écrit:

« Demain, l'atmosphère sera à la fête pour ceux qui ont fondé leurs espoirs dans un projet aussi grand que le centre de ski de Petite-Rivière-Saint-François, pour ceux, également, qui ont à cœur certains projets de nature culturelle comme la relocalisation du musée Laure-Conan. Mais du côté des politiques agricoles et forestières qu'en restera-t-il? »
(*Le Confident* du 21 mai 1975)

Puis, le sujet semble s'épuiser dans l'actualité régionale. On signale bien sûr cette journée du 22 mai 1975 dans *Le Confident* :

« Le 22 mai un grand jour pour Charlevoix. L'atmosphère est solennelle à l'auditorium du Plateau, quelques minutes avant l'annonce officielle d'un fond spécial de \$11 millions injecté dans une nouvelle programmation de trois ans pour le comté. Les Ministres Raymond Mailloux et Gérald Harvey tiennent dans leurs mains la réponse gouvernementale à la Mission technique d'aménagement amorcée en 1973. Des sommes énormes que le gouvernement consent rarement dans une région rurale » dira plus tard le ministre Mailloux. Le programme comprend \$3,289,600 pour l'agriculture; \$2,850,000 pour le tourisme; \$535,000 pour la forêt; \$390,000 pour les Affaires culturelles; \$200,000 pour les affaires municipales; \$100,000 pour la récréation et le Loisir; \$40,000 pour l'industrie et \$25,000 pour une étude au quai de Pointe-au-Pic. »

(*Le Confident* du 7 janvier 1976).

Après l'annonce

Les espoirs engendrés par les investissements gouvernementaux offerts suite à la Mission dans Charlevoix ne semblent pas se concrétiser par de nombreux articles par la suite dans *Le Confident*. Il y a un changement de gouvernement à Québec le 15 novembre 1976 et le Gouvernement libéral est remplacé par celui du Parti Québécois. La Mission technique d'aménagement s'estompe tranquillement du souvenir des gens de Charlevoix. Il en demeurera des traces importantes notamment dans la suite du cheminement du projet du Massif. À ce sujet, il faut lire la *Revue d'histoire de Charlevoix* numéro 45 (février 2004) pour en connaître davantage les suites.

SOUVENIRS DU TEMPS DE LA MISSION DE CHARLEVOIX

PAR YVON TREMBLAY



Collection Jean-Pierre Tremblay

De gauche à droite, Reynald Poirier, Jean-Pierre Tremblay, Gaston Ouellet, Raymond Mailloux, Yvon Tremblay et Jacques Tessier

Une visée touristique à l'origine de la Mission

La Mission de Charlevoix, vers 1972-73, j'étais alors à l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ). Raymond Mailloux, ministre des Transports dans le gouvernement de Robert Bourassa et aussi député de Charlevoix, a veillé aux grandes restructurations des routes de Charlevoix (Note : Secteur des Caps notamment) et il souhaitait aider au développement économique de cette région affectée par un important taux de chômage. À l'OPDQ, nous avons financé le centre de ski du Mont Sainte-Anne. À l'occasion d'une rencontre avec Gérard D. Lévesque (note : à ce moment ministre de l'Industrie et du commerce) je lui ai dit : c'est bien beau d'avoir un centre de ski au Mont Sainte-Anne... mais supposé qu'on reçoit des spécialistes américains du ski, pensez-vous qu'ils vont passer dix jours au Mont Sainte-Anne? Le scénario est simple, il arrive cinq personnes qui vont skier dans le Maine et ils sont spécialistes en ski. Ils se disent : « Tiens on

va aller faire un tour au Québec! ». Ils arrivent disons le mercredi soir au Québec, bons restaurants dans le Vieux-Québec, bonnes bouteilles de vin et le lendemain ils vont faire du ski au Mont Sainte-Anne. Ils reviennent le soir, bons restaurants mais au bout de trois jours ils ne veulent pas toujours faire du ski à la même place. Ce qu'il faut c'est qu'ils puissent se rendre ensuite à Petite-Rivière-Saint-François. On avait fait faire une étude sur le potentiel ski du secteur par Claude Lamothe. C'était sous la responsabilité de Gaston Ouellet, alors directeur pour la région de Québec et la Mauricie. Il suivait tous les dossiers de Charlevoix pour la région de Québec. On s'est dit il faut faire le projet de Petite-Rivière-Saint-François. On avait été voir le maire Aimé Racine pour le convaincre. Mais personne ne connaissait ça. Je me disais que les visiteurs pourraient prendre le « p'tit train » pour se rendre à Petite-Rivière et ensuite ils iraient au Manoir Richelieu. On pensait déjà à un projet de Casino. Les Américains ils pourraient aller au Manoir Richelieu et aussi jouer au Casino. Ensuite



Collection Jean-Pierre Tremblay

La foule était nombreuse en ce 22 mai 1975 à l'auditorium de la polyvalente du Plateau à La Malbaie

ils feraient du ski à Grand-Fonds. Aussi l'OPDQ a aidé financièrement le centre de ski de Grand-Fonds. Dans la semaine, les visiteurs américains auront laissé combien? On voyait un ensemble touristique pour la région englobant toute la Capitale-Nationale et Charlevoix.

Une séance publique

Quand on a présenté une séance publique pour la Mission à Saint-Hilarion, il y avait plus d'une centaine de personnes dans la salle. Je m'en souviendrai toujours. Il y avait plusieurs cultivateurs. Un d'entre eux était un éleveur de porcs. Il se lève debout et il dit : « C'est beau votre affaire pour les touristes mais pour les éleveurs de cochons qu'est-ce que vous allez faire de nous-autres? Savez-vous c'est quoi le cochon? ». Gaston Ouellet se penche vers moi et me demande : « Qu'est-ce qu'on fait? ». Je me lève et je prends le micro : « Écoutez au Québec, il y a 4 500 000 cochons partout sur le territoire. Il n'y a pas seulement que dans Charlevoix qu'il y a des cochons. Je vais vous poser une question puisque vous élevez des cochons : « vos cochons est-ce qu'ils ont le poil droit ou le poil ras? ». Il s'est rassis. Il a dit : « ils connaissent ça ».

Investissements importants grâce à la Mission

Je suivais le dossier de la Mission mais j'avais toutes les autres régions du Québec à voir. Dans Charlevoix, on a fait des choses. On a financé le réseau d'aqueduc du Domaine Forget. C'est Gaston Ouellet qui s'occupait de cela. Raymond Mailloux avait été au Conseil du Trésor pour obtenir

les fonds pour les projets de la Mission. Nos bureaux étaient dans le même édifice que celui du Conseil du Trésor. Raymond Mailloux arrive à mon bureau : « Monsieur Yvon est-ce que je peux vous voir? ». J'ai dit : « Certainement Monsieur Mailloux! ». Il s'assoit : « Ça va mal, le Trésor est contre. ». Il me montre des analyses du Conseil du Trésor. J'ai téléphoné immédiatement à Monsieur Raymond Garneau (Note : alors Ministre des Finances) pour qu'il remette cela à l'ordre du jour et j'ai accepté d'accompagner Monsieur Mailloux à la réunion. Lors de cette réunion Monsieur Mailloux m'a demandé de prendre la parole et j'ai dit : « Est-ce que Monsieur le secrétaire du Conseil du trésor est d'accord avec l'analyse déposée la semaine dernière? ». Il dit oui. Alors j'ai dit à Monsieur Garneau toutes mes objections : premier paragraphe, deuxième paragraphe, troisième paragraphe... Le Ministre Garneau a dit : « C'est assez, le fond est accepté! ». C'était un fond de 11 millions pour Charlevoix! On a pu faire bien des choses avec ça. À Saint-Irénée, le Ministère des Transports faisait passer la route en bas du fleuve et on ne voyait plus la mer! On a dit un instant on va financer pour que la route soit au niveau du fleuve. À Saint-Siméon il y avait un peu de cabotage forestier sur les goélettes au quai mais ce n'était pas assez sur le plan économique. On a donné pour faire un terrain de camping à la municipalité. On a aussi aidé à la création du projet des Palissades. Il y avait le projet des Hautes Gorges qui n'était pas là et on l'a fait ajouter. Ensuite j'ai eu d'autres fonctions. Pour Charlevoix, la Mission a donné une vision et c'est important.

(Entrevue réalisée par Serge Gauthier et Christian Harvey en novembre 2013 à Québec)

LA MISSION TECHNIQUE D'AMÉNAGEMENT DE CHARLEVOIX (MTAC) OU LA MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE CHARLEVOISIENNE

Entrevue avec Jean-Pierre Tremblay, vice-président et président du Conseil économique région de Charlevoix au moment de l'Opération-Consultation de la Mission technique et d'aménagement de Charlevoix.

Q. : Durant la Mission quelle était votre fonction?

R. : J'ai été vice-président du CERC (Conseil économique régional de Charlevoix) au début de l'Opération-Consultation de la Mission. La Mission était sous la présidence de Jacques Tessier pour l'OPDQ et le travail de l'Opération consultation était coordonné par M. Ernest Samson, une ressource fournie par l'OPDQ. En cours de déroulement de la Mission, je suis devenu président du CERC et j'y suis resté deux ou trois ans.

Q. : C'était quoi le Conseil économique région de Charlevoix?

R. : Le CERC était l'organisme d'une des six sous-régions constituant le Conseil régional de développement de Québec (CRDQ). Son mandat s'apparentait à celui du CRDQ, spécifiquement pour Charlevoix. Nous participions à l'assemblée et au conseil d'administration du CRDQ et nous avions une équipe spécifique pour Charlevoix afin de bien occuper notre place au sein de la région de Québec. C'est l'existence du CERC au sein du CRDQ qui a fait que nous avons pu mener une action aussi collée à notre réalité. Durant la Mission j'ai été vice-président du CRDQ.

Je suis originaire de La Malbaie. Je suis parti plusieurs années à l'extérieur de la région. En août 1971, je suis revenu et j'ai commencé à travailler au Centre de main-d'œuvre du Canada. J'étais conseiller en main-d'œuvre. J'ai travaillé avec tous les secteurs notamment la forêt.

Q. : Quand entendez-vous parler pour la première fois de la Mission de Charlevoix?

R. : Dès mon retour dans Charlevoix, je me suis impliqué : service des Loisirs, comité culturel, exposition « Au pays de Menaud », télévision communautaire. Mon travail me confrontait aux problématiques de plusieurs secteurs économiques et communautaires. Je me suis alors impliqué au CERC. On s'est occupé de réaliser un Bottin de service pour identifier et regrouper l'ensemble des ressources. Déjà on parlait de la Mission. J'ai rapidement été sensibilisé et solidaire de la démarche pré-

liminaire. Puis je me suis très fortement engagé dans le processus de la Mission dès ses débuts de réalisation.

Q. : L'origine de la Mission était de source politique?

R. Il y a certes eu beaucoup de politique là-dedans, mais si on veut en saisir la dimension, en très bref, il faut dire ceci: les années 1960, dites de la Révolution tranquille, ça a bougé. Sur le plan des « grandes manœuvres » de consultation pour la relance économique, notamment en région, elles ont été particulièrement marquées par les travaux du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ). Par ailleurs, l'OPDQ venait de définir une planification de développement du Québec axée sur le développement des grands centres, principalement de Montréal et, pour les régions périphériques, sur le tourisme. Charlevoix n'a pas profité d'opération du genre BAEQ (ni les autres sous-régions de la région de Québec) et cherche à le faire. Dans Charlevoix, un projet majeur est en train de poindre à Petite-Rivière-Saint-François. Le député voudrait bien se concentrer sur ce projet pour Charlevoix. Cependant, le CRDQ, tout comme le CERC et d'autres organismes (commission industrielle, municipalités, etc.) ont des visées beaucoup plus larges pour le développement de Charlevoix, en tourisme mais aussi en forêt, en agriculture, en culture. On veut aussi une approche qui s'appuie sur la base et on promeut la décentralisation, le soutien aux projets et aux entreprises locales diversifiées, une approche communautaire. Le rapport de force politique a fait en sorte que la Mission s'est tenue mais avec un mandat plus proche des demandes du milieu. Le rapport de force initial est demeuré présent durant tout le déroulement de la Mission et dans ses suivis.

Q. : C'était quoi l'économie de Charlevoix à ce moment-là?

R. : L'économie de Charlevoix, comme celle de la majorité des autres sous-régions, en est une exploitée par quelques grands propriétaires qui profitent d'une main-d'œuvre locale sous-payée, ce qui a pour effet de drainer à l'extérieur les jeunes qui ont nouvellement un meilleur accès au système d'éducation, sans qu'ils reviennent. La situation est critique et un énorme défi reste à relever.

Dans le secteur touristique, c'était la fin d'un tourisme traditionnel qui arrivait avec les « bateaux blancs » (disparus en 1965) fin juin et repartait début septembre.

Des gens riches, de l'Est des États-Unis ou de Montréal. Ils logeaient au Manoir Richelieu ou dans leur résidence d'été. Tout l'été, les bateaux amenaient aussi leurs lots de touristes en croisières qui fréquentaient tout Charlevoix. Tourisme d'été qui a créé le cœur de cette industrie pendant plus d'un siècle. La fin des années 1960 c'est la fin de cette forme de tourisme. Et un enjeu économique majeur. Tout change alors : grande popularité du camping, les gens aisés ne restent plus à la même place, changent de pays, la nouvelle génération très nombreuse de jeunes professionnels québécois qui voyagent aussi se tournent vers la gastronomie, le ski devient populaire, on s'intéresse à des événements culturels. Effondrement d'un système qui a créé l'emploi, changement de paradigme.

Le tourisme, qui s'organisait tout seul, par des étrangers, on doit maintenant le définir et le réaliser. En fait peut-on le faire? Et est-ce possible sur plus d'une saison, voire quatre saisons? Les pessimistes disent non, le CERC dit oui.

Dans le secteur forestier, dans Charlevoix comme dans les autres régions, c'est la récréation pour les grandes compagnies et leurs dirigeants : coupe à blanc massive, aucun souci de l'environnement et pollution des rivières, aucun réel souci de reboisement afin de garantir la ressource aux générations futures, vieillissement des équipements et... grands profits pour les actionnaires. On pourrait dire : Charlevoix, comme le Québec est saigné à blanc. On avait des chiffres qui montraient que du bois il n'y en avait plus que pour moins de vingt ans si ça continuait dans le même sens. Les niveaux de coupe étaient beaucoup trop élevés par rapport à la capacité de renouvellement de la forêt. La machinerie remplaçait graduellement une main-d'œuvre qui aurait pu être réaffectée au reboisement. Ça ne pouvait pas continuer comme cela encore longtemps. En plus, l'avenir de la forêt patrimoniale était compromis. S'il n'y avait pas eu de Mission d'aménagement le Parc des Hautes-Gorges et des Grands-Jardins n'existeraient pas aujourd'hui. Il n'y aurait pas eu de Réserve Mondiale de la Biosphère non plus. Il n'y avait aucune vision de protection de la forêt patrimoniale.

En agriculture, il y avait une baisse des terres cultivées. Les gens disaient : « Charlevoix n'est pas fait pour l'agriculture ». Dans le domaine culturel, il y avait le Festival folklorique de Baie-Saint-Paul, il y avait les galeries du Manoir Richelieu où se vendaient de la production artisanale locale. Le Musée Laure-Conan de Roland Gagné était fermé et les collections étaient remisées. Il n'y avait aucune vision en culture.

Q. : Qu'est-ce qui caractérise le plus la Mission?

R. : La MTAC, ce sont des citoyens, des leaders (et des organismes qui oeuvraient antérieurement chacun dans leur coin de comté) qui mettent en commun leurs idées, leurs forces et se donnent une vision et un plan de développement de leur communauté axé sur l'aménagement intégré de leur territoire et basé sur la dynamique communautaire. Il fallait aborder tous les grands secteurs : forêt, culture, tourisme, transport,...

On peut en identifier deux caractéristiques majeures :

- Plusieurs secteurs.
- Approche sectorielle et intégrée = on couvre tout Charlevoix dans une approche Intégrée = ce qu'on fait en forêt ne doit pas nuire au tourisme, ce qu'on fait en tourisme ne doit pas nuire en agriculture...

Un citoyen de Baie-Saint-Paul en culture avait connaissance d'un volet forestier de Saint-Siméon ... ainsi de suite. On abat les guégerres de clocher et on constitue une force globale qui se distingue et se positionne face aux autres régions et même face aux autres pays.

On disait ça inimaginable mais on l'a fait.

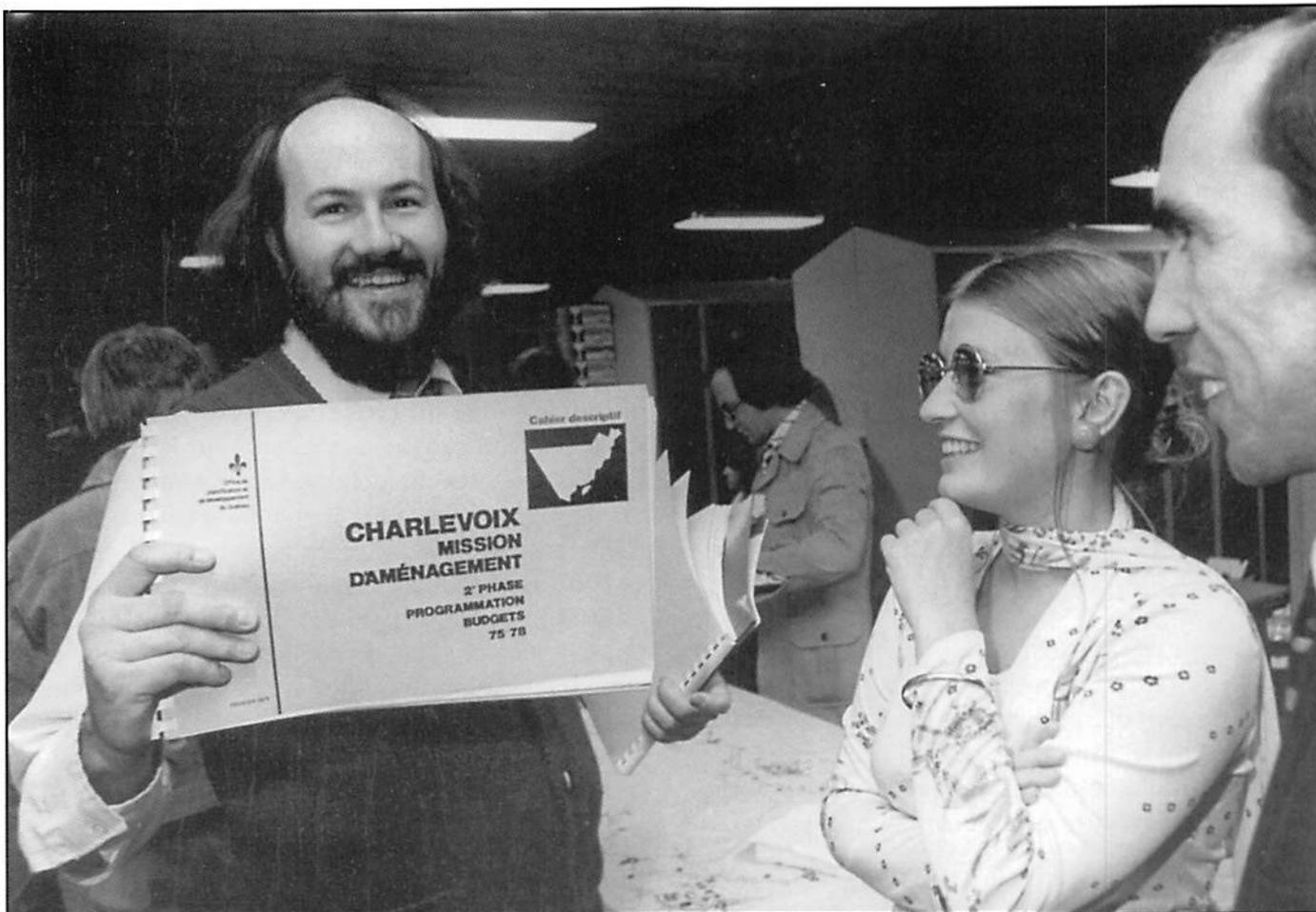
Q. : Comment s'est créée cette dynamique?

L'Opération consultation a été la clé. Elle s'est articulée de la façon suivante :

- En juin 1973, tenue de six assemblées générales sectorielles initiales pour un premier échange d'idées et se doter d'un comité de travail.
- De juin à octobre, tenue des réunions de comité.
- En octobre novembre, assemblées générales sectorielles pour entériner le travail de comité.
- Finalement trois audiences publiques multisectorielles, une à Baie-Saint-Paul, l'autre à La Malbaie et la dernière à Saint-Siméon, abordant l'ensemble des propositions de tous les secteurs.

J'ai présidé toutes les assemblées de l'automne. Au total, il y a eu au moins 300 personnes impliquées provenant de tous les coins du comté et de tous les secteurs; des patrons de compagnies, des présidents d'organismes, des travailleurs réunis ensemble.

Un constat majeur à retenir ici : nous avons dû réaliser toute l'opération en plein été. On aurait voulu affaiblir la démarche qu'on n'aurait pas agi autrement. Toute cette mouvance a surpris les politiciens et les fonction-



Collection Jean-Pierre Tremblay

Jean-Pierre Tremblay tenant la programmation des budgets

naires. Ils pensaient peut-être que l'implication serait faible durant l'été. Mais il y avait visiblement un besoin ressenti parmi la population.

Q. : Est-ce que tout s'est déroulé de façon semblable dans chaque secteur? Et en audiences publiques?

R. : Les secteurs où l'implication a été la plus forte ont été le tourisme, la forêt, la culture et l'agriculture. Les travaux en comités se sont avérés très riches et les consensus se sont bien établis sauf pour la forêt.

Dans le secteur forestier, il y avait des gens des boisés privés et aussi la Compagnie Donohue. Et, comme je l'ai dit précédemment, la compagnie avait à toute fin pratique la mainmise sur le territoire dans un contexte suscitant une forte frustration chez les petits propriétaires et certains travailleurs. Mais dans le comité la Donohue était minoritaire. Il y avait des résolutions qui ne faisaient pas l'affaire de la Donohue. Lors de l'audience publique tenue à Baie-Saint-Paul, certaines résolutions qui déplaisaient à la Donohue ont été entérinées. Ça avait créé un froid. Il y avait des gens de la culture et du tourisme qui discutaient de la forêt. Je

travaillais au Centre de main-d'œuvre et le lendemain de l'assemblée j'ai reçu un appel du surintendant de la Donohue qui voulait mieux connaître la démarche. Je lui ai notamment dit que la dernière audience publique, qui mettait fin à l'Opération-consultation, se tiendrait à Saint-Siméon. Il me dit : « donc ce qui est important c'est la dernière assemblée ». J'ai dit : « si vous voulez le comprendre ainsi, libre à vous ». À l'audience à Saint-Siméon, un autobus (ou est-ce deux?) rempli de travailleurs forestiers est arrivé du Camp Beaulieu. C'était très bien organisé. Ils se sont placés tout autour au bout de chaque rangée de la salle, avec chefs de camps, gestionnaires et surintendants bien placés et identifiables. Ça a créé une atmosphère très particulière en réunion « multisectorielles»!

Q. : Donc les politiciens et les fonctionnaires ont été un peu surpris du succès de l'Opération-Consultation?

R. : Absolument. Imaginez : l'intention politique initiale était de cibler un seul projet dans un seul secteur, sans consultation et on se retrouvait avec plus de 150 propositions réparties dans plusieurs secteurs, issues

d'un mouvement communautaire sans précédent ! On l'a senti dans le dépôt du document préliminaire au printemps 1974. Mais déjà, tout de suite après la fin de l'Opération-Consultation ça été silence radio. On était laissé dans le clos si on peut dire. Le début d'une fracture dont on vit encore des conséquences de nos jours.

Pour saisir la dynamique il faut se rappeler ici que l'OPDQ pouvait élaborer et soutenir un plan de développement, un projet (ou plusieurs) plus large et il disposait d'un fond qui permettait d'agir. Toutefois, lorsque le projet était retenu (en culture par exemple), l'argent du fond de l'OPDQ était versé au Ministère concerné et c'était ce Ministère qui l'intégrait à son plan de travail. C'étaient des projets « hors-normes » retenus par l'OPDQ mais administrés par les fonctionnaires des ministères concernés. D'où le mode de présentation du plan 1975.

L'OPDQ avait une capacité de répondre à la fois à des « désirs » de nature politique, mais également à des projets provenant du milieu. Dans le cas qui nous concerne, l'OPDQ se trouvait donc, fin 1973, entre une demande politique initiale spécifique et une approche multisectorielle, multi-projets et communautaire.

Le CERC lui, se trouvait en interface entre les gens du milieu d'une part et l'OPDQ, les fonctionnaires et le politique, d'autre part.

Après l'Opération-Consultation, l'ensemble de « l'autre part » a un peu disparu dans le décor. Malheureusement, même si de bons résultats viendront, on peut dire qu'à compter de ce moment, Charlevoix a raté pour le moyen et le long terme, un effet majeur de la Mission. On y reviendra.

Tout revenait entre les mains de l'OPDQ et des fonctionnaires. Du côté OPDQ, une personne se trouvait particulièrement en position stratégique, M. Gaston Ouellet, directeur de la région centre à l'OPDQ que j'ai toujours perçu alors comme une personne qui respectait et qui savait utiliser positivement notre action pour obtenir des gains pour Charlevoix. Sans oublier la présence politique avec ses manœuvres caractéristiques. Le CERC avait très peu d'argent. On en a eu un peu pour l'Opération-Consultation et après plus aucun fond. Nous parvenions difficilement à financer le CERC.

Mais il était prioritaire que le CERC maintienne l'élan du milieu. Nous avons misé sur des projets d'initiatives locales (PIL) où des étudiants universitaires faisaient un travail de support aux initiateurs de projets ou aux com-

munautés afin de les aider à maintenir leurs chances de développement sur des projets (Petite-Rivière). Ainsi lorsque le rapport d'étape est arrivé au printemps 1974, même sans délai décent pour réagir, nous avons pu intervenir. Dans le domaine de la culture par exemple, initialement la Mission s'alignait seulement sur une étude sur le patrimoine.

Q. : Alors il fallait essayer d'améliorer tout cela?

R. : Oui. D'ailleurs, si on poursuit avec le même exemple, dans la programmation de 1975 nous avons obtenu une intervention sur le Centre d'art de Baie-Saint-Paul, sur le Musée Laure-Conan et aussi sur les Moulins de l'île aux Coudres. Au début de la Consultation le Domaine Forget, un projet mené par François Bernier, n'était pas encore lancé. C'est au cours de la démarche qu'il est apparu et on a accordé une lettre d'appui à ce projet. Sur ce nouveau dossier, à l'OPDQ, c'est Gaston Ouellet qui a pris le relais. Ce dernier, tout en étant pris entre les pressions du milieu et celles de la politique et de la fonction publique savait heureusement utiliser la pression du milieu que j'exerçais pour nous obtenir des gains.

Q. : En 1975, la programmation est dévoilée. Êtes-vous satisfaits?

R. : L'ensemble du budget était de 10 millions. C'était beaucoup d'argent.

Prenons secteur par secteur. En tourisme, le plus gros morceau est allé au Massif mais il y avait aussi de l'argent pour le Mont Grand-Fonds, les Marinas, l'aménagement de quais (Saint-Siméon).

Dans les aspects positifs, il faut noter que le Syndicat d'initiatives touristiques de Charlevoix s'est sabordé au profit de la création de l'Association touristique régionale qui a regroupé tous les intervenants de la région. Ce fut un rassemblement régional très positif qui a hérité des travaux de la MTAC.

Dans le secteur forestier, les études d'impact en environnement, « Paysage », ont été importantes. Cela a amené une sensibilisation à la protection des secteurs des Hautes-Gorges et des Grands-Jardins. Des investissements dans le reboisement et pour des travaux sylvicoles. Il y a eu la création du Regroupement forestier qui fut importante. Il y a eu la création du camp Les Palissades à Saint-Siméon. Ce sont des points positifs.

Mais il aurait fallu aller vers la coupe sélective. Cependant, sur ce point majeur, ce fut toutefois un échec en ce qui concerne les coupes forestières où, en fait, il n'y avait

rien de changé. Avec les résultats qu'on connaît. Ce n'est pas la Mission qui a réussi à faire changer les approches des compagnies forestières.

En agriculture, il y a eu un projet d'abattoir. On a valorisé l'agriculture de sol et cela a pu assurer une certaine diversification alors qu'aujourd'hui on retrouve des élevages comme l'Agneau de Charlevoix.

En culture, les gens ont travaillé très fort. Il y a eu le Centre d'art de Baie-Saint-Paul, le Musée Laure-Conan et les Moulins de l'île aux Coudres. Le Domaine Forget aussi a été aidé financièrement. Ce sont des acquis qui découlent de la Mission. Mais dans la pré-programmation il n'y avait rien de cela.

Q. : Le soir de l'annonce officielle les gens étaient donc heureux?

R. : Oui. Un budget de 10 millions c'était important. Il y avait une bonne réaction dans l'assemblée. On avait pu faire valoir la vision du CRDQ et du CERC de plan de développement, décentralisé, générateur de projets porteurs pour Charlevoix et dans tous les secteurs, issus et intégrant la communauté. Sauf en transport et en affaires sociales où là c'était plus faible. En fait, en culture et tourisme c'était très bien.

Je rends hommage aux bénévoles qui se sont impliqués. À tous les gens qui ont relevé le défi de définir le nouveau Charlevoix. Des gens qui ont mis en déroute les défaitistes. Sans eux, nous n'aurions pas obtenu ces résultats.

Je salue au passage deux personnes qui sont disparues récemment. Tout d'abord M. Ernest Samson, le coordonnateur terrain, très articulé, très efficace, une ressource formidable pour aider notre organisme à réussir.

Et Gaston Ouellet, qui utilisait notre grande implication pour faire des pressions auprès des autorités. Il disait : « regardez leur implication, ils ne vont pas lâcher! ». C'était une bonne dynamique et cela a très bien fonctionné. Nous nous étions retrouvés avec grand plaisir il y a quelques années, parlant notamment d'un certain projet de revue de la Société d'histoire de Charlevoix sur la Mission !

Q. : Et aujourd'hui?

Quand je regarde le chemin parcouru, je trouve les résultats positifs phénoménaux. Il est intéressant de constater, quarante ans plus tard, que les gains en projets de la MTAC sont au cœur du développement de la région.

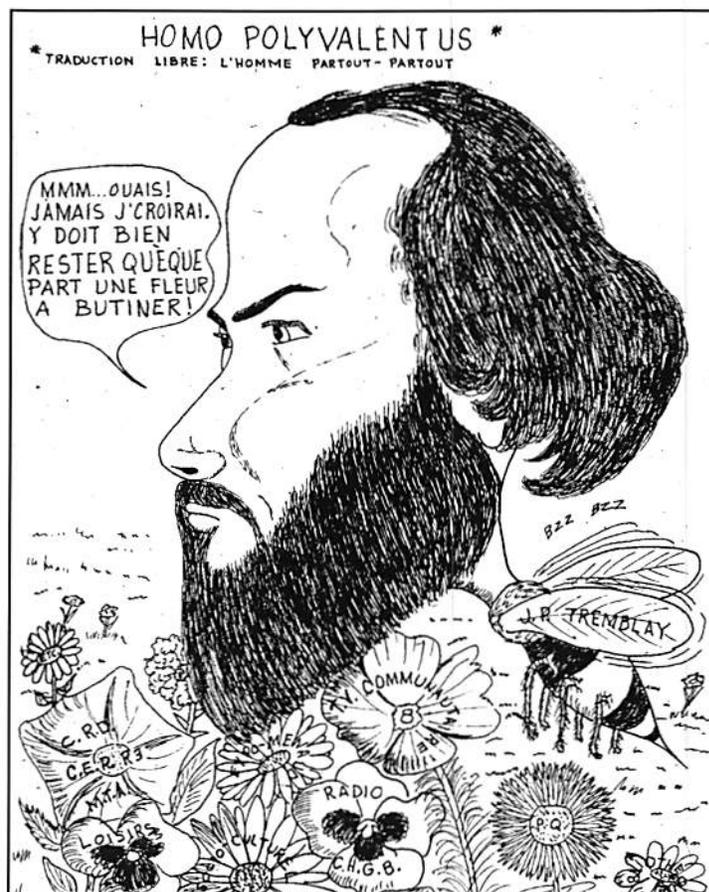
Par ailleurs, je maintiens une critique majeure que je

formulais en 1975, quand je déplorais la rupture de dynamique, créée par le milieu politique, avec le groupe de l'Opération consultation et qui, n'ayant pas été corrigée, a eu et continue d'avoir des impacts négatifs très importants : il n'y a pas eu de suivi intégré organisé à long terme dans le milieu, pas de mécanisme pour cela.

La création des Municipalités régionales de comté (MRC) au Québec aurait dû être l'opportunité pour cela. Cependant, dans Charlevoix, on l'a totalement ratée. Plus que ratée : on a trouvé moyen 1) de se donner deux MRC et 2) de nommer une des MRC qui couvre une seule partie du territoire : MRC Charlevoix, forçant l'autre partie à se nommer Charlevoix-Est. Le comble de la stupidité.

La dynamique et l'élan insufflés par la MTAC nous enseignent qu'ils auraient pu servir, repris par une seule MRC de tout Charlevoix, comme des bases permanentes permettant de bâtir encore beaucoup plus solide, à long terme. Pour l'avenir de nos générations futures je souhaite qu'on s'y remette.

Entrevue réalisée par Serge Gauthier et Christian Harvey le 28 juin 2014.



Caricature représentant Jean-Pierre Tremblay publiée dans Le Confident

APRÈS LA MISSION: BILAN ET SUITES (1980-2014)

PAR SERGE GAUTHIER



Photo: Pierre Rochette. Fonds Plein-Jour sur Charlevoix. Collection Société d'histoire de Charlevoix

Goëlettes arrimées au quai Casgrain de La Malbaie, c. 1986

La fin de la décennie 1960 est marquée par le déclin des économies traditionnelles dans Charlevoix. L'agriculture de subsistance a fait son temps et les rangs charlevoisiens se vident de leurs habitants. Le cabotage se meurt et par manque d'appuis financiers gouvernementaux, ce secteur autrefois lucratif et créateur d'emplois s'apprête à disparaître. La ressource forestière se fait rare dans Charlevoix et faute de reboisement il faut aller chercher la matière ligneuse de plus en plus loin et même ailleurs que dans la région. Cet affaiblissement des activités économiques associées à Charlevoix depuis ses origines en tant que lieu habité provoque de grandes inquiétudes et aussi beaucoup de chômage dans les diverses municipalités de la région. C'est dans ce contexte inquiétant que va s'inscrire la Mission technique d'aménagement de Charlevoix au début de la décennie 1970.

Faut-il croire alors que la relance de ces secteurs économiques en difficultés deviendra le fer de lance de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix? Que non! Finalement il y aura assez peu de retombées

en ces domaines dans Charlevoix suite à la Mission. Ces secteurs continueront de décroître et jusqu'à disparaître même dans le cas du cabotage. Seul le secteur forestier – notamment avec la création d'un Groupement forestier – paraît s'en tirer un peu mieux mais surtout grâce à la présence de la Compagnie Donohue située à Clermont. Sans doute une action plus dynamique à l'époque de la Mission aurait-elle permis de dynamiser ce secteur qui semble de nos jours condamné aussi à une décroissance voire même à une disparition, mais ce ne fut pas le choix retenu en priorité et l'industrie forestière demeura un dossier sur lequel une intervention gouvernementale importante ne paraissait alors pas s'imposer. Ce délaissement des secteurs économiques traditionnels de Charlevoix reste d'ailleurs une lacune importante un peu difficile à justifier lorsqu'il faut dresser un bilan de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix.

La priorité de la Mission technique d'aménagement ce fut le tourisme. Il est vrai que la fin de la Croisière du Saguenay de la Canada Steamship Lines (CSL) en 1965 provoque une nouvelle prise en charge de cette activité

économique par les Charlevoisiens, alors qu'auparavant les commerçants se contentaient sans trop d'efforts d'attendre la manne estivale annuelle amenée par la présence des bateaux de croisières dans la région. Ainsi, la Mission entraînera une nouvelle vision du tourisme dans Charlevoix non plus centrée sur une région où l'on séjourne sur une période donnée (soit l'été en l'occurrence) mais sur un tourisme à grande échelle et au-delà de la seule saison estivale. Yvon Tremblay, directeur de l'OPDQ à l'époque de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix, entrevoit même Charlevoix comme un lieu où les visiteurs séjournant dans les hôtels de Québec viendront faire du ski au Massif de Petite-Rivière-Saint-François par exemple après avoir séjourné dans la Vieille Capitale¹. Toute une autre perception que celle de Charlevoix comme territoire isolé qui attirait les touristes et les villégiateurs du 19^e et jusqu'au milieu du 20^e siècle! Il faut bien mesurer l'ampleur de ce changement d'attitude dans l'accueil touristique et c'est ainsi que les nombreux projets retenus en tourisme par la Mission technique d'aménagement de Charlevoix opèrent un véritable changement en ce domaine dans la région.

Culture de l'Autre et tourisme

L'élan touristique généré par les projets soutenus par la Mission technique d'aménagement (notamment les Centres de ski du Massif et de Grand-Fonds, le Musée Laure-Conan de La Malbaie, le Centre d'art de Baie-

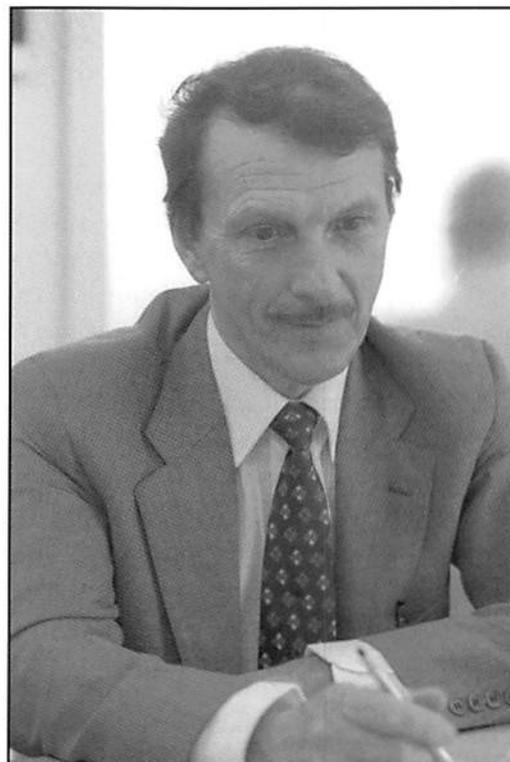
Saint-Paul) s'inscrivent effectivement dans une volonté d'aller chercher une clientèle urbaine – tout particulièrement celle de la région de Québec – intéressée par de courts séjours dans Charlevoix. Cet effort se marie bien avec la création d'un réseau d'auberges dans les secteurs de La Malbaie et de Baie-Saint-Paul durant les années 1970-1980. Avec ces nouvelles infrastructures d'accueil, l'image de marque de Charlevoix se trouve rehaussée et les plaisirs de la table sont désormais associés à cette région plus que jamais auparavant. Le début de la décennie 1980 fait aussi reconnaître Charlevoix à titre de lieu de tournage du populaire téléroman « Le Temps d'une paix » alors diffusé sur les ondes de Radio-Canada et les touristes accourent alors dans la région. C'est un moment de grâce et Charlevoix devient une des régions touristiques les plus en vue du Québec. La Mission technique d'aménagement de Charlevoix du début des années 1970, si elle a peu à faire avec ce nouveau contexte favorable, semble avoir visé juste dans le désir de soutenir la relance du tourisme régional.

Pourtant, la recherche d'authenticité des touristes fascinés par le « Temps d'une paix » n'est pas nécessairement au rendez-vous avec le patrimoine réel de Charlevoix dans les visites des sites de tournage de l'émission proposées alors à titre d'excursion touristique. De plus, en ce qui concerne la saison hivernale, le Centre de ski de Grand-Fonds d'abord pensé comme un moyen de rétention pour assurer des activités de loisir à la population locale², ne s'affirmera pas facilement comme lieu



*La maison de Rose-Anna du téléroman
"Le Temps d'une paix"*

Photo: Pierre Rochette. Fonds Plein-Jour sur Charlevoix.
Collection Société d'histoire de Charlevoix



Raymond Malenfant

Photo: Pierre Rochette. Fonds Plein-Jour sur Charlevoix.
Collection Société d'histoire de Charlevoix

touristique voyant sa clientèle initiale en provenance du Saguenay et de la Côte-Nord délaissé ce site qui subira, en plus, un lourd tribut suite au conflit syndical amené par la présence de l'homme d'affaires Raymond Malenfant comme propriétaire de la station de ski. Il faudra beaucoup de temps pour effacer ce triste passage survenu à la fin des années 1980 et au début des années 1990 et sans l'appui des autorités régionales le centre de ski Mont Grand-Fonds n'aurait peut-être pas survécu à cette terrible période. Du côté du Massif de Petite-Rivière-Saint-François le projet apparaît imposant pour le seul leadership régional et au début de la décennie 2000 l'entrepreneur Daniel Gauthier – autrefois du Cirque du Soleil – se porte acquéreur de l'équipement. Les grandes promesses suscitées par cette acquisition tarderont à se concrétiser laissant la population locale en attente et un peu désabusée. Pour tout dire, les entrepreneurs régionaux ont préféré laisser passer le train et favoriser des investisseurs extérieurs au milieu qui, comme des « veaux d'or » en quelque sorte, ont été vénérés un temps pour être critiqués et même détestés par la suite. La Mission technique d'aménagement de Charlevoix ne pouvait prévoir tout cela et l'aspect très ponctuel de sa présence n'a pas su soutenir suffisamment l'esprit d'entreprise local qui a sans doute manqué ici à son rôle de direction dans ce domaine. Finalement, le choix du tourisme comme vocation économique principale de Charlevoix, contrairement aux secteurs économiques traditionnels qui ont longtemps joué ce rôle, n'a pas permis de maintenir les jeunes dans la région parce que ce secteur offrait de trop pauvres salaires et demeurerait résolument saisonnier malgré tout le désir d'allonger la saison touristique dont les résultats sont finalement un peu mitigés.

La Mission technique d'aménagement en privilégiant trop le tourisme a donc peut-être amené dans une certaine mesure la fragilisation économique actuelle de Charlevoix. La région charlevoisienne a ainsi été abandonnée à une « culture de l'Autre » où la satisfaction du touriste urbain en provenance notamment de Québec s'est affirmée dans le cadre d'un certain étalement urbain où les touristes américains et canadiens-anglais ont été remplacés par des visiteurs québécois mais un peu dans le même esprit quasi colonial en quelque sorte. Mais dans ce nouvel ordre bien moins figé et stable que ne l'était le précédent, le visiteur québécois s'est peut-être un peu lassé d'une région beaucoup moins spécifique et pas aussi authentique qu'hier rendant le caractère pittoresque traditionnel de Charlevoix moins attrayant dans le grand cheminement de plus en plus internationalisé du tourisme. De cela, la Mission technique d'aménagement de Charlevoix ne pouvait rien

ou presque anticiper et elle n'en est donc pas vraiment responsable.

De l'étalement urbain

Les promoteurs de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix voient bien venir l'étalement urbain et ils lui font un nid dans Charlevoix avec la plupart des projets retenus. Les propos d'Yvon Tremblay cités plus haut montrent bien ce désir des promoteurs de la Mission d'en faire un lieu touristique pour la grande région de Québec et de l'ériger en « banlieue récréative » plutôt qu'en région spécifique. Les projets aidés financièrement dans les suites de la Mission s'adresseront de fait prioritairement à une clientèle urbaine extérieure à Charlevoix : les centres de ski, les musées de La Malbaie et éventuellement celui de Baie-Saint-Paul et le Domaine Forget. Il y aura un pas de plus vers l'intégration avec la région de Québec lors de la création du Casino de Charlevoix en 1994. Ce dernier devient en vérité le Casino de la région de Québec. Ce projet de Casino, même s'il était dans l'air depuis les années 1970, a cependant peu ou pas été discuté dans le cadre de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix.

L'authenticité de la région de Charlevoix a, dans ce mouvement d'étalement urbain, subi des dommages irréparables. Le développement de routes plus accessibles –notamment dans le secteur des Caps au cours des années 1970- a provoqué la perte de nombreux sites et paysages. Cet investissement nécessaire témoigne néanmoins d'une volonté de circuler plus facilement mais aussi plus rapidement dans la région. La lenteur pittoresque des bateaux de croisière d'hier avait l'avantage de mettre en valeur les attraits régionaux et cela est perdu ou presque avec les routes terrestres modernes misant d'abord et avant tout sur la rapidité. La protection des sites patrimoniaux –outre le projet de mise en valeur des Moulins de l'île aux Coudres- ne s'impose pas avec force lors de la Mission technique d'aménagement. Cette attitude d'abandon est aussi celle des intervenants municipaux et locaux de Charlevoix. La région perd plusieurs bâtiments ancestraux importants au cours des décennies 1980 à 2014. La culture locale est éludée par la nécessité d'orienter ce secteur vers une offre répondant aux besoins présumés de la clientèle touristique. La volonté de protéger les paysages de la région présente durant la Mission (des fonctionnaires reprochent aux responsables de la Mission de vouloir « peindre les vaches ») si elle semble apparaître dans la reconnaissance de Charlevoix en tant que Réserve mondiale de la Biosphère par l'UNESCO n'est pas bien relayée par les milieux municipaux qui finalement accordent peu d'intérêt et

de place sur la scène publique à cette question. Il ressort une certaine banalisation du paysage de la région et une perte importante sur le plan du patrimoine régional. En fait, une région devenue une banlieue qui en a été réduite à accueillir les restaurants « fast-food » et les infrastructures hôtelières de gamme plus modestes bien adaptées à la nouvelle clientèle générée par la présence d'un casino dans Charlevoix.

Depuis les années 1980, des résidences style condominiums surgissent dans Charlevoix. Elles prennent une envergure encore plus grande avec les projets de développement de l'entrepreneur Daniel Gauthier du côté ouest de Charlevoix. Ces résidences ne sont habitées souvent que quelques semaines par année. La région y gagne désormais moins que la saisonnalité d'autrefois sur le plan économique avec une clientèle touristique qui fait en ces lieux un passage presque annuel et très temporaire. Le tourisme ne fut donc pas le moteur économique majeur envisagé par les responsables de la Mission; il a plutôt généré une économie régionale de plus en plus fragile et aussi la perte de l'identité culturelle et sociale de Charlevoix qui était pour tout dire son principal attrait. Les suites de la Mission technique d'aménagement furent finalement plutôt mal gérées par les responsables locaux au cours des trois décennies suivantes.

Les affres de la région-réserve

Le choix du tourisme comme principale vocation économique pour Charlevoix a eu aussi un effet fort dévastateur soit le dépeuplement accéléré de la région. Ne pouvant espérer qu'un emploi saisonnier peu ou mal rémunéré dans le domaine touristique, les jeunes de la région ont quitté plus que jamais pour trouver un sort meilleur ailleurs. Aussi, les résidents traditionnels des villages de Charlevoix sont confrontés à d'importantes hausses de taxes municipales suite au relèvement des « rôles d'évaluation » causé par la présence de résidences nouvelles pour une population souvent temporaires mais dont la valeur marchande est élevée. Même les aînés de Charlevoix vendent désormais leurs maisons et quittent pour l'extérieur de la région. Que reste-t-il alors comme « suite du monde » pour la région voulue dynamique sur le plan économique par les responsables de la Mission technique d'aménagement au début des années 1970? Une région-réserve de paysages bientôt inhabitée ou presque et abandonnée à une clientèle touristique urbaine de plus en plus incertaine par ailleurs. La main-d'œuvre touristique de Charlevoix vient de plus en plus d'ailleurs au Québec et même de l'extérieur du pays. Elle est souvent bilingue ou même trilingue. L'image ancienne de la région de Charlevoix

disparaît ou presque pour devenir un secteur récréatif de la région de Québec. Tout cela est bien loin du temps où le Gouvernement du Québec accordait une attention spécifique à l'économie de Charlevoix dans le cadre d'une Mission technique d'aménagement.

Devrait-on envisager alors, enfin, un retour aux activités traditionnelles de Charlevoix. Une relance de l'agriculture? Certains y croient et s'y engagent. Une relance forestière? C'est peu envisageable dans le contexte de décroissance actuelle. Un retour du cabotage? Même si cela désengorgerait peut-être les routes de lourds camions personne ne semble y croire vraiment en fait. Peut-on imaginer alors la venue d'un tourisme désormais international dans Charlevoix? Un Club MED? Des croisières de luxe au quai du secteur de Pointe-au-Pic à La Malbaie? Rien de bien assuré, tout est encore à l'état de projets et cela relancerait-il vraiment l'économie de Charlevoix? Rien n'est moins sûr.

Le mérite principal de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix durant les années 1970 était de vouloir relancer cette région qu'on reconnaissait alors sous le nom de Charlevoix. Une région qu'il était encore possible de rêver, de rebâtir sur le plan économique. Un tel élan serait-il encore possible alors que le tissu social, humain et culturel de cette région s'est effrité? Pourrait-on encore rêver un Charlevoix dont l'identification même est incertaine? Une région désormais habitée surtout temporairement? Une région-réserve parmi d'autres accessibles en termes d'activités récréatives et sportives? Des responsables d'une nouvelle Mission technique d'aménagement pourraient-ils encore rêver Charlevoix sur le plan économique? Faut-il plutôt rêver plus grand, plus international et oublier le passé d'une région si spécifique qu'elle était reconnue internationalement pour sa beauté autant que pour ses traditions? Le défi est grand et il appartient à d'autres générations de voir s'il restera encore quelque chose dans l'avenir de ce Charlevoix sur lequel tant de développeurs d'hier et de maintenant ont misé leurs rêves et leurs espoirs.

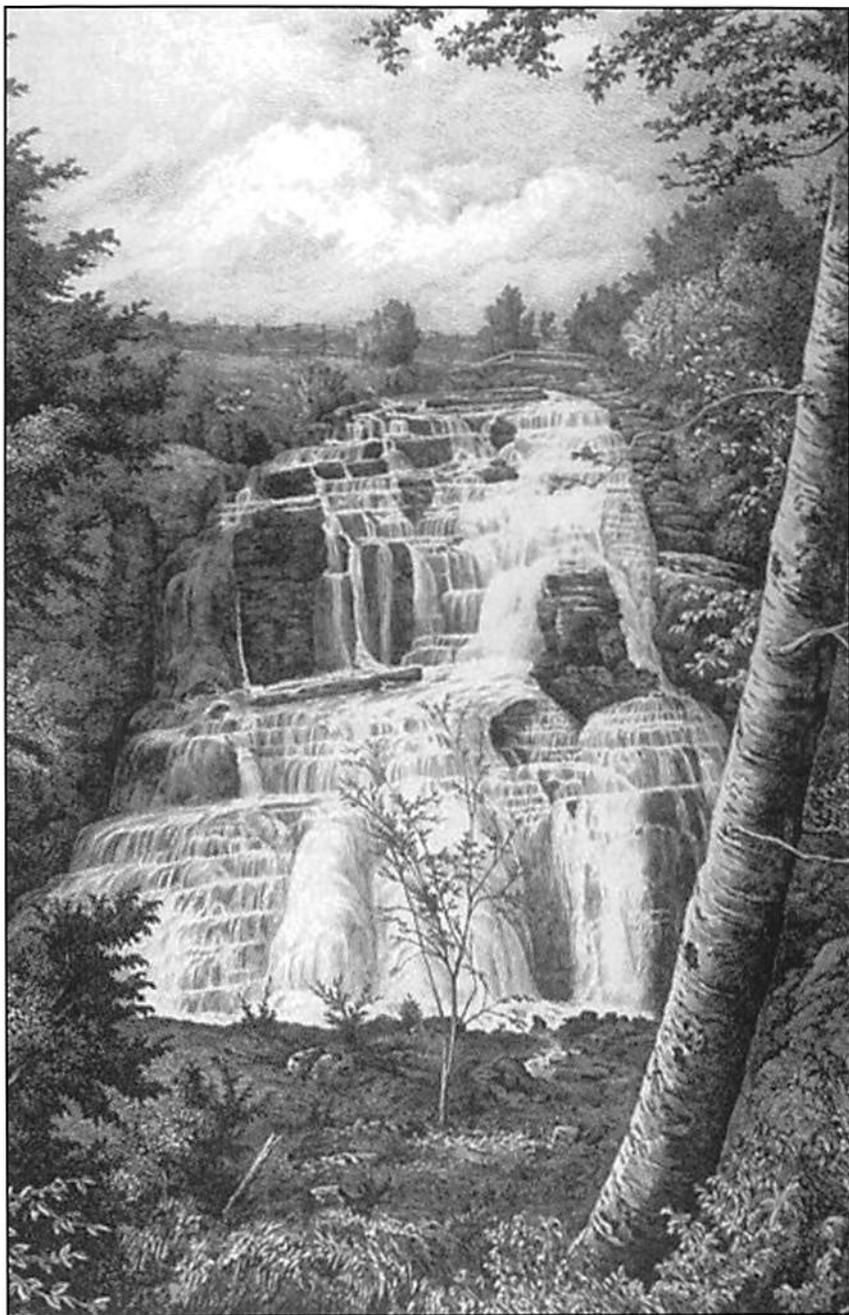
Notes:

1. Extrait d'une entrevue accordée par Yvon Tremblay à Serge Gauthier et Christian Harvey de la Société d'histoire de Charlevoix en novembre 2013 à Québec.
2. Voir : Numéro 70 (Février 2012) de la *Revue d'histoire de Charlevoix* consacré à l'histoire du centre de ski Mont Grand-Fonds.

LES CHUTES FRASER

AU PREMIER TEMPS DE LA VILLÉGIATURE À LA MALBAIE

PAR CHRISTIAN HARVEY



La baie qui porte le nom de Malbaie sera aisément reconnue par ceux qui ont l'habitude de fréquenter les eaux, au bas du St. Laurent. Cette localité est un des points les plus pittoresques des environs et dont le souvenir restera gravé dans la mémoire de ceux qui ont visité ce pays entrecoupé de collines.

L'Opinion publique, 18 juillet 1872

En ce temps-là, La Malbaie connaît sous l'impulsion des bateaux à vapeur de la Compagnie des Remorqueurs du Saint-Laurent une popularité touristique croissante. Ce centre balnéaire commence à supplanter celui de Cacouna, son rival de la rive sud. Il n'y a pas encore de Manoir Richelieu, seulement quelques hôtels situés dans le secteur de Pointe-au-Pic pour accueillir les visiteurs de passage. Comme activité de divertissement, on propose aux touristes quelques escapades en plein-air, particulièrement des pique-niques organisés à proximité de chutes. La vallée de la rivière Malbaie en regorge. En cette ère victorienne, on vient y prendre un bain d'air frais loin de la chaleur et de la pollution des villes industrielles.

L'Opinion publique

Dans son édition du 18 juillet 1872, le journal *L'Opinion publique* de Montréal s'intéresse plus particulièrement aux chutes Fraser, une dénivellation d'une cinquantaine de mètres de hauteur (185 pieds) située sur la rivière Comporté, un petit affluent se jetant à un kilomètre et demi plus bas dans la rivière Malbaie. L'intérêt pour ce site n'est pas nouveau. La gravure de l'artiste Herré reproduite dans les pages du journal indique qu'elle a été réalisée à partir d'une « photographie de Livernois & Bienvenue », une association qui s'est maintenue entre les deux artistes de 1866 à 1873. À cet égard, les chutes Fraser sont sans doute l'un des premiers sites touristiques visités d'une manière continue dans la région de Charlevoix. De ce fait, on retrouve une quantité impressionnante de clichés la représentant de cette date jusqu'à aujourd'hui.

Une vallée plus hospitalière

Le journaliste Arthur Buies (1840-1901), toujours perspicace, explique une partie de la popularité du site dans un texte daté du 18

août 1877, à une époque où le seul moyen de transport sur terre demeure le cheval :

Un autre désavantage de la Malbaie, c'est qu'il est à peu près impossible d'aller en voiture aux paroisses voisines [...] Les côtes de ce pays sont effrayantes [...] Cependant, l'intérieur est fort praticable, quoiqu'il y ait aussi des montées et des descentes; mais elles ont un caractère humain, et le paysage qui les environne, avec son cadre de montagnes de toutes les hauteurs et de toutes les formes, est si beau, si varié, si abondant en aspects pittoresques ou saisissants, qu'il n'est pas de promenades plus connues par les touristes que celles qui mènent aux chutes Fraser, au Trou, au Grand Ruisseau et au Grand Lac, endroits situés à une distance variant de quatre à dix milles de la Pointe-au-Pic¹.

Les chutes Fraser se trouvent alors au centre d'un véritable parcours obligé qui intègre notamment le « Trou » (chutes à Pit) situé dans ce qui deviendra la municipalité de Clermont, de même que le Grand Ruisseau (Gagouette) et le Grand lac (Lac Nairne), aujourd'hui sur le territoire de Saint-Aimé-des-Lacs.

Un site enchanteur

La beauté des chutes Fraser attire les visiteurs. Parmi eux de grands auteurs. La première femme journaliste au Québec, Robertine Barry (1863-1910), de son nom de plume Françoise, publie le 17 septembre 1894 une chronique poétique consacrée aux splendeurs du lieu :

D'abord, ce sont les chutes qui attirent plus particulièrement l'attention.

Vous pouvez bien penser que le moindre filet d'eau, s'échappant de ces monts entassés les uns sur les autres, ne peut manquer de former de super cascades.

Les plus belles sont les chutes Fraser, vraiment imposantes de grandeur et de majesté.

Leurs eaux coulent sur des lits de rochers superposés à des hauteurs considérables, et retombent avec un terrible fracas jusqu'au fond de l'abîme.

Là, elles tourbillonnent, écumeuses et bouillonnantes, formant un brouillard transparent et humide qui plane sans cesse au-dessus d'elles.

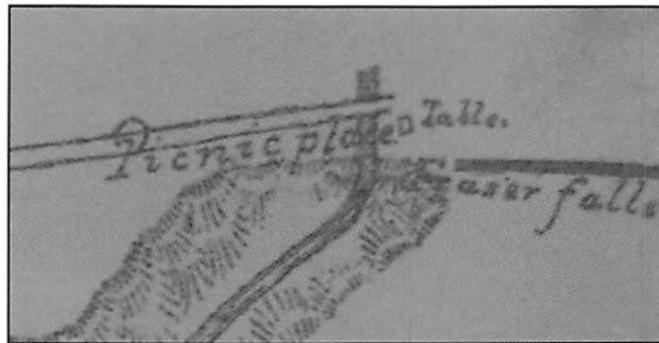
Les bords très escarpés de cette chute sont boisés de pins énormes, à travers desquels serpente un petit sentier qui mène jusqu'au bas.

N'y descend pas qu'y veut : un faux pas, une lueur de vertige, et vous iriez broyer vos chairs sur ces pointes de ro-

chers dont le précipice est hérissé. Mais aussi, quand on a surmonté les difficultés de la descente, comme on jouit du spectacle, si plein de sauvage splendeur!

En haut des chutes, tout près d'elles, dans une clairière pratiquée parmi les arbres, on a construit des tables rustiques, abritées par de modestes toitures en planches, où les citadins en rupture de ban vont "manger le pain bénit de la gaieté".

On retrouve déjà, en 1894, aux chutes Fraser des tables à pique-nique sur le site, sans doute la première aire d'accueil touristique dans la région de Charlevoix à une époque où seule l'initiative privée, celle du propriétaire des lieux, peut voir à l'installation de ce genre d'aménagement.



Des tables à pique-nique c. 1895

Une propriété

Les registres fonciers nous renseignent sur les propriétaires des lieux. Les chutes Fraser se retrouvent sur la terre³ de Donat Dufour, un cultivateur, qui l'a obtenu suite à une donation de son père Roger Dufour faite en date du 11 janvier 1865. Elle mesure un arpent et demi de front sur quarante arpents de profondeur. Elle est bornée du côté nord par Adolphe Dufour, son frère, et au sud par Timothée Harvey. C'est sans doute Donat Dufour qui a construit la table à pique-nique dont on retrouve également la trace sur la carte réalisée par C.C. Duberger en 1895⁴. En échange d'un montant, il permettait aux visiteurs venus en calèche de monter vers la chute. Le 24 juillet 1901, Donat Dufour cède sa terre à son fils Adélarde Dufour. Le va-et-vient en période estivale semble se maintenir par la suite.

Encore des visiteurs

Entre septembre et décembre 1910, Mgr Léonce Boivin, alors vicaire dans la paroisse Saint-Étienne de La Malbaie, aime bien lors de la fin de semaine faire un tour de la rivière Malbaie, à pied, entre La Malbaie et Clermont. Dans son livre *Dans nos montagnes*, il se souvient d'une visite :



Collection Huguette Tremblay

Adélarde Dufour et son épouse, Hélène Bergeron

Dans l'après-midi, je suis revenu. En passant près de la Chute FRASER, je me suis assis sur un banc, qui y reste pour les visiteurs. Il est placé au-dessus de la chute, qui a deux cents pieds de hauteur⁵.

À la même époque, une villégiatrice écossaise en visite à Cap-à-l'Aigle, Florence Mary Simms, se rend elle aussi aux chutes Fraser. Elle en témoigne ainsi :

Nous venons tout juste de revenir d'un pique-nique d'une journée aux chutes Fraser à environ sept milles dans les terres. On découvre les chutes en haut de collines impressionnantes que les chevaux du pays gravissent avec une agilité merveilleuse et une grande sûreté de pas [...]⁶.

Une anecdote

Mgr Léonce Boivin relate dans les pages de son ouvrage un événement « miraculeux » survenu dans le secteur des chutes Fraser mettant en scène leur propriétaire, Adélarde Dufour :

M. Dufour, qui y est tombé vous a-t-il raconté son histoire? C'est extraordinaire. Un vrai miracle ! un vrai!... En fin de mars, il était allé chercher du foin à la grange qui se trouvait, en haut de leur terre, de l'autre côté de la rivière, justement à quelques cents pieds au-dessus de la chute. La

rivière était à pleine écorce. Il charge et revient; en passant la rivière, le pont croule. Et dans l'eau, dans la chute, cheval, voyage, voiture; lui... n'eut que le temps de prendre en mains son saint scapulaire. On n'a trouvé, ni cheval, ni paille, ni voiture. On cherchait; et trois jours plus tard, on vit à une dizaine d'arpents en bas de la chute, une tête, un bras, c'était lui. Il paraissait inanimé. Réchauffé, il revint et vit encore. Il est un peu sourd, c'est tout ce qui lui reste de son accident!... Elle est puissante la Ste Vierge pour ceux qui dans les cas désespérés savent la prier.⁷»

Et après...

Au fil des ans, cet intérêt pour les chutes Fraser ne se dément pas. Jusqu'au jour où un couple du secteur décide d'y créer un camping.

NOTES:

1. Arthur Buies. *Petites chroniques pour 1877*. Québec, C. Darveau, 1878. p. 73
2. Robertine Barry. *Chroniques du lundi de Françoise*. s.l., s.e., s.d., p. 237-238.
3. Terre 361 et, à la suite d'un nouvel arpentage, une partie sur 359.
4. C.C. Duberger. *Murray Bay Atlas and Maps of its Environs*. Murray Bay, 1895, Alfred Cimon et Co. 52 p.
5. Mgr Léonce Boivin. *Dans nos montagnes (Charlevoix)*. Les Éboulements, s.e., 1941. p. 54
6. Florence Mary Simms. *Étoffe du pays*. (Traduction Louis Pelletier). Québec, Septentrion, [1913] 2014. p. 120.
7. Boivin, p. 54-55.

LE CAMPING CHUTES FRASER

UN PIONNIER DANS LE DOMAINE TOURISTIQUE DANS CHARLEVOIX

PAR CHRISTIAN HARVEY



Collection Huguette Tremblay

Les Chutes Fraser

Au début des années 1950, le site enchanteur des chutes Fraser fait encore le bonheur des visiteurs pendant la période estivale. Or, c'est la vocation agricole du secteur qui s'impose toujours. À l'initiative de Paul-Eugène et Huguette Néron, un premier camping dans Charlevoix est formé sur cette propriété en 1962, dans les suites de la publicité du film *Big Red* des Productions Walt Disney dont certaines scènes sont tournées sur le site. Le Camping Chutes Fraser, au fil de nouveaux aménagements, devient un fleuron important de l'industrie touristique de Charlevoix.

Un milieu agricole

Le rang du Nord-Est, situé dans la municipalité de Rivière-Malbaie (aujourd'hui La Malbaie), possède le meilleur potentiel agricole de la région de Charlevoix-

Est. Ses terres fertiles et son climat plutôt tempéré ont notamment favorisé la naissance au début du 20^e siècle de la Crèmerie La Malbaie et, quelques années plus tard, de la Poulette Grise.

L'agriculteur Joseph Néron de Sainte-Agnès, fait l'achat le 12 juillet 1951 de la terre d'Adélarde Dufour, une propriété en la possession de ce dernier depuis plus d'un demi-siècle. Après quelques travaux de rénovations, Joseph Néron s'installe en compagnie de sa famille dans sa nouvelle résidence où il pratique l'élevage de vaches laitières dont il vend le lait à la Crèmerie La Malbaie.

Son fils, Paul-Eugène Néron, fréquente pendant quelques années Huguette Tremblay. Fille de Gérard Tremblay (Eucher), un agriculteur du secteur, elle est enseignante pendant 4 ans. Le couple se marie le 24

juillet 1954. Joseph Néron avait vendu sa propriété à son fils peu de temps avant, le 2 juillet 1954. Le couple aura quatre enfants, trois filles et un garçon. Paul-Eugène Néron n'est pas véritablement agriculteur dans l'âme. Il apprécie néanmoins opérer son tout nouveau tracteur et il offre ses services au voisinage. Il aimerait bien développer une nouvelle entreprise. Ce fut d'abord un petit magasin général aménagé à même sa résidence avant de tirer véritablement parti d'une richesse merveilleuse située sur sa propriété : les chutes Fraser.



Affiche du film
Big Red



Camping Chutes Fraser c. 1970

Collection Huguette Tremblay

Un site toujours visité

Ce site enchanteur était, comme nous l'avons vu, bien connu des gens de la région et des visiteurs. Huguette Tremblay se souvient avant même d'être propriétaire des lieux, que l'on voyait des chevaux, les « voitures du Manoir », monter vers les chutes pendant la période estivale. Adélarde Dufour y exploitait à cette époque une ferme laitière. Mais les gens se présentaient chez lui pour y observer les chutes Fraser. En échange d'un prix modique, qui pouvait se chiffrer entre 25 et 50 sous, le joyeux équipage empruntait « l'allée des vaches » pour accéder sur les hauteurs des chutes. Pour les plus intrépides, un petit sentier permettait d'accéder à sa base. Paul-Eugène et Huguette Néron maintiennent cette tradition. Mais des voyageurs désirent pouvoir pratiquer sur leur propriété une activité très populaire notamment en Europe.

Les débuts du camping

Vers 1957, Ivanhoé Ouellet et Jacqueline Poulin, un couple de Chicoutimi, désirent faire du camping sur la propriété, à travers les vaches qui circulent librement sur la terre... Les Néron acceptent. Le camping est alors

une activité encore peu connue dans la région de Québec. Cet été-là, le couple Ouellet-Poulin monte sa tente pendant pratiquement toutes les fins de semaine de l'été et incite ses hôtes à créer un camping sur leur propriété. Peu de temps après un deuxième campeur, André Pérusse, fait son apparition. Il s'agit alors d'un camping très sauvage, sans eau courante, sans sanitaires ni électricité. Un véritable retour à la nature!

Le tournage du film *Big Red* de Walt Disney

Un événement inespéré vient quelque peu accélérer ce passage de l'agriculture à une activité touristique. En effet, après quelques repérages dans la région, les productions Walt Disney décident de tourner leur nouveau film intitulé *Big Red* ou *Compagnon d'aventure* dans le secteur de La Malbaie. Réalisé par Norman Tokar, l'histoire raconte les aventures d'un chien rebelle, Rex, élevé afin de devenir une bête de concours mais préférant la liberté des bois, le tout se déroulant dans le Québec rural. Les scènes sur la ferme seront tournées sur la propriété de la famille Cabot et l'équipe de tournage retient les chutes Fraser pour les scènes d'aventures.

Dans le rôle-titre, Walter Pidgeon, un acteur américain, joue le rôle de M. Haggin. Huguette Néron se souvient d'avoir vu arriver, un beau jour, l'acteur, vêtu d'un pantalon blanc et d'un chapeau, alors qu'elle trayait une vache. Un contrat d'accès au site est signé et l'équipe des productions Walt Disney tournera 4 jours aux chutes Fraser. Une publicité inespérée grâce à ce film qui compte dans sa distribution plusieurs acteurs québécois connus comme Doris Lussier, Émile Genest et Janette Bertrand. Le film sort en salle en juin 1962. Une projection est faite au cinéma de La Malbaie. Dans les années suivantes, le film passera régulièrement à la télévision. Une publicité inespérée qui amène Paul-Eugène et Huguette Néron à décider finalement d'officialiser l'ouverture de leur camping cette année-là. Plusieurs travaux s'imposent pour offrir un bon service.

Des aménagements nécessaires

Après 1962, les propriétaires s'attellent à combler les besoins fondamentaux d'un camping : accès à l'eau, services sanitaires et électricité. Il n'y a malheureusement pas d'eau potable disponible directement sur leur lot. Pour résoudre ce problème, on fait l'achat d'un terrain adjacent où se retrouve une source. Des services sanitaires sont ensuite aménagés près des emplacements du camping Fraser. Enfin, grâce à l'installation d'un pouvoir d'eau à proximité, le site peut compter sur l'électricité.

Au gré d'achats de divers terrains limitrophes, le camping Fraser compte de nouveaux emplacements – qu'il faut aménager à l'aide de machinerie souvent opérée par Armand Bellefeuille – possédant chacun une table à pique-nique. Un chemin d'accès est érigé pour accéder au pied des chutes Fraser. Un petit pont y est même installé. Encore sur le site, il provient de l'Exposition universelle de 1967 à Montréal. Il a été transporté tel quel de la métropole. De cinq au départ, le camping Fraser passe de 50, à 100, à 150 pour finalement compter aujourd'hui 325 emplacements.

Des goûts en continuel changements

À l'origine, le site accueille principalement des campeurs de fins de semaine, installés dans de simples tentes. Mais les goûts et habitudes se modifient. Les caravanes font ensuite leur apparition, à l'automne, venues des États-Unis. Aujourd'hui, le camping accueille principalement des motorisés. Le camping des chutes Fraser fait également la location de chalets, dont six peuvent être occupés en hiver.

Sa clientèle provient à 70% de l'extérieur de la région, des gens du Québec, des Maritimes, de l'Ouest canadien, des Américains et des Européens. Plusieurs personnalités ont séjourné sur le site. La clientèle se fait désormais un peu plus vieillissante, les familles moins nombreuses, mais le camping Chutes Fraser continue d'occuper une place de choix et unique dans l'offre touristique de Charlevoix.



Collection Huguette Tremblay

Lors du voyage de noces d'Huguette Tremblay et de Paul-Eugène Néron



Photo: Le Confident

La famille Néron en 1967. De gauche à droite, Doris, Danielle, Huguette, Paul-Eugène, Michel et Guylaine.



Collection Huguette Tremblay

Remise du Prix du Tourisme de Charlevoix en 1993

CAMPING CHUTES FRASER

D'HIER À AUJOURD'HUI



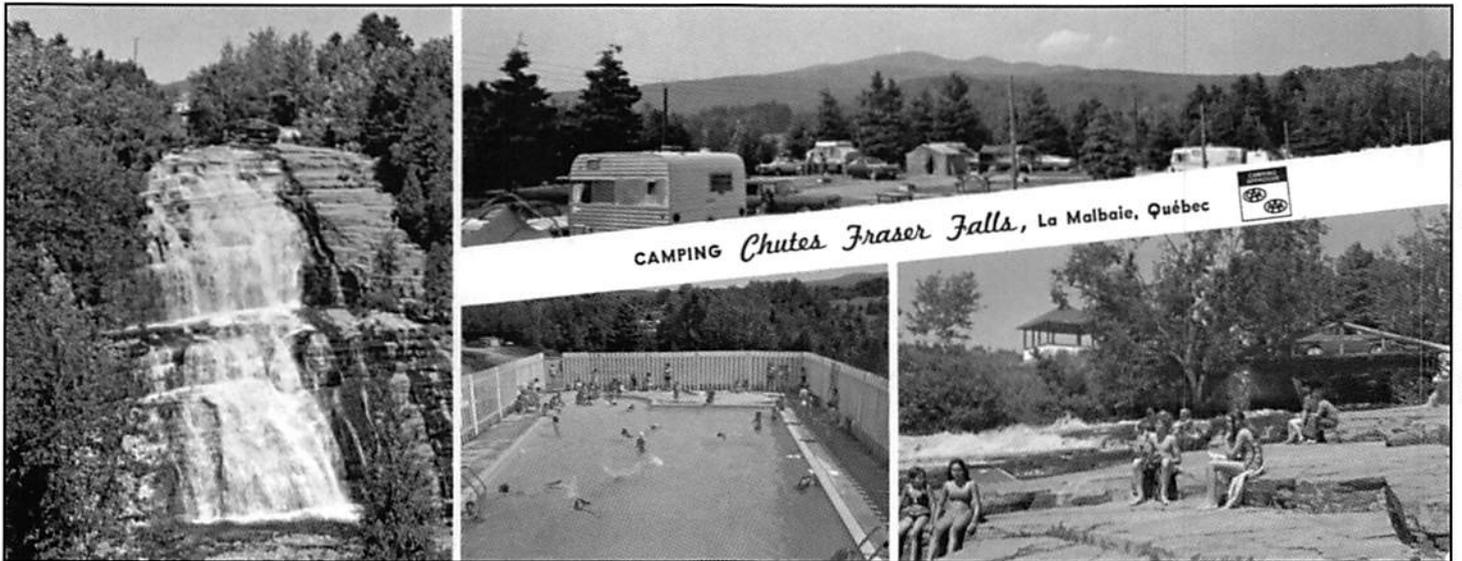
Collection Huguette Tremblay

Dans les premières années du Camping...



Collection Huguette Tremblay

... et de nos jours



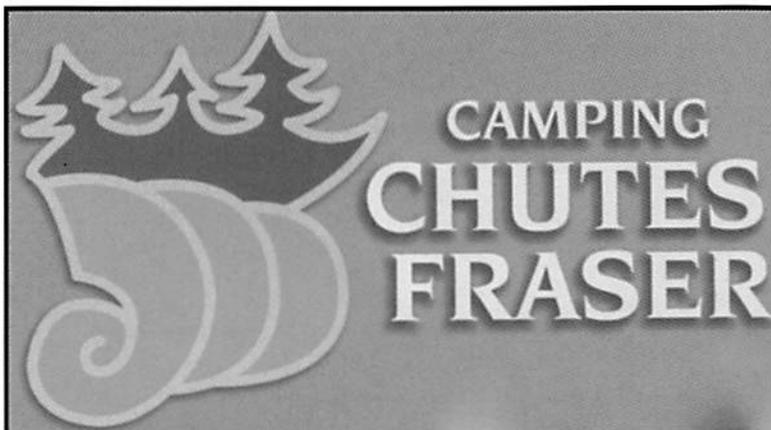
Collection Huguette Tremblay

Un attrait reconnu par la clientèle touristique

Je veux dire merci à ceux et celles qui ont bâti le grand site des Chutes Fraser de Charlevoix connu sur le plan régional, provincial et même international. À ma famille tout particulièrement.

Moi, j'ai tout traversé les yeux baissés : le travail, la famille. Et si je descendais la côte, je relevais la tête pour voir l'étendard des Chutes Fraser. C'est celui que je cède maintenant et je sais qu'il sera porté très haut, prêtant à tous vents, et qu'il ira dans la bonne direction, celle des grands.

Huguette Tremblay-Néron



**CAMPING CHUTES FRASER INC.
ALIMENTATION P.-E. NÉRON**

500, chemin de la Vallée (secteur Rivière-Malbaie)
La Malbaie, Charlevoix (Québec), G5A 1C2
Téléphone : (418) 665-2151.
Télécopieur : (418) 665-6761
Courriel : info@campingchutesfraser.com
Web : www.campingchutesfraser.com

POINT DE VUE

LA CULTURE DE L'AUTRE: UNE NOTION DÉPASSÉE?

PAR SERGE GAUTHIER¹

Une « culture de l'Autre » aurait donc émergé dans Charlevoix selon la synthèse d'histoire régionale publiée au sujet de cette région en 2000². Cette « culture de l'Autre » serait devenue une façon d'analyser et d'objectiver l'histoire régionale. Les Charlevoisiens étaient-ils seulement en état de service dans leur région et avaient-ils bien une histoire? L'historien canadien George M. Wrong au 19^e siècle se demandait si cette population pouvait avoir une histoire et pour lui les choses étaient simples : seuls les seigneurs écossais venus à La Malbaie après la Conquête anglaise pouvaient revendiquer une place dans l'histoire de ce territoire alors plutôt isolé. Nous savons maintenant, notamment avec la synthèse de l'*Histoire de Charlevoix*, ce qu'avait de pernicieux cette façon de voir qui éludait le vécu de toute la population francophone habitant dans la région depuis 1675. La notion de culture de l'Autre impliquait donc une occultation de l'histoire de la population locale au profit surtout de celle des estivants anglophones séjournant dans la région.

Quatorze ans après la parution du livre *Histoire de Charlevoix* devient-il plus facile de retrouver le Charlevoix vécu ou, si l'on veut, le Charlevoix culturel réel. On a depuis peu observé dans la région la mise en place de politiques culturelles, de nouvelles bibliothèques plus actives que jamais, une relance des métiers d'art, le désir de recevoir des productions culturelles sur le territoire notamment en chanson et en musique, un débat crucial sur la place des gens de la région dans la mise en valeur du phénomène artistique dans Charlevoix à Baie-Saint-Paul notamment. Baie-Saint-Paul est même devenu un lieu culturel reconnu comme il n'était pas possible de l'entrevoir auparavant. L'éclosion de projets dans le domaine des produits du terroir (les fromages notamment) ont identifié Charlevoix clairement avec la démarche de reconnaissance de l'Agneau de Charlevoix par exemple. Mais tout cela est demeuré en quelque sorte un peu fragile. Le tourisme est encore le vecteur principal de la culture : on suscite des projets culturels d'abord pour la visée touristique. On accorde davantage de crédit à ce qui provient et se nomme de l'extérieur. Retenons que la « culture de l'Autre » est d'abord et avant tout un moyen de lire la réalité locale et qu'il n'est pas encore utilisé tout autant qu'il serait possible de le faire.

À l'évidence, la culture de l'Autre n'est pas encore été totalement éludée du paysage culturel de Charlevoix. Il en reste des traces. En fait, par la force des choses puisqu'ils ne viennent plus beaucoup en Charlevoix, la confrontation entre anglophones et francophones propice aux images coloniales d'hier n'est plus présente ou presque. Il s'agit maintenant de Québécois francophones nouvellement enrichis qui reçoivent l'accueil jadis réservé aux anglophones villégiateurs. Ils sont souvent d'ailleurs les nouveaux villégiateurs du Chemin des Falaises à La Malbaie. Le contexte culturel est donc différent mais l'approche est la même : recevoir ce qui vient de l'extérieur avec une attention plus grande que celle accordée à ce qui se vit concrètement dans le milieu culturel régional. Ce transfert vers des francophones est peut-être plus difficile à cerner encore parce que provenant d'une culture commune et pourtant le processus est le même. Voilà une étonnante continuité : les historiens de Charlevoix de l'avenir – s'il s'en trouve – devront donc encore tenir compte de cette notion de « culture de l'Autre » mais un peu différemment sans doute.

En fait, la « culture de l'Autre » n'est pas une notion dépassée dans Charlevoix et en analysant – certes un peu rapidement – le contexte historique des dernières années, elle apparaît encore présente. Mais, cette notion est devenue un guide pour certains et cela compte. Récemment, l'historien québécois Serge Gagnon s'en est servi dans un remarquable article autobiographique publié dans la *Revue d'histoire de Charlevoix*³. Comme l'affirmait le personnage de Menaud dans le roman de Félix-Antoine Savard, il faut garder cette histoire de Charlevoix « pour ceux qui viendront ». Toutefois cela ne doit plus jamais s'expliquer par un regard emprunté aux « autres » mais plutôt par celui hérité d'une tradition historique régionale bien enracinée et toujours vivante.

Notes:

1. Résumé d'une communication présentée lors du Colloque « Charlevoix. Quelle histoire? Pour quelle région? » du Centre de recherche sur l'histoire et le patrimoine de Charlevoix qui a eu lieu en octobre 2011 à La Malbaie.
2. Normand Perron et Serge Gauthier. *Histoire de Charlevoix*. Québec, PUL-IQRC, 2000. 395 pages.
3. Serge Gagnon. « Moi et l'autre. Mon enfance et mon adolescence dans Charlevoix », *Revue d'histoire de Charlevoix*, 74 (Juin 2013) : 17-26.

CHARLEVOIX ET LA GRANDE GUERRE (1914-1918)

PAR RAYMOND FALARDEAU



Photo: Fonds A. Roland Bouliane Société d'histoire de Charlevoix

Quelque part sur le front en France...

La commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale a été soulignée partout sur la planète. Ce conflit d'empires lointains qui expiraient a pourtant bien atteint la région de Charlevoix.

À la déclaration du premier conflit mondial les Canadiens furent invités à s'enrôler entraînant ainsi les hommes valides de la région dans ce qui allait être le plus effroyable événement du siècle.

Ce qui a été écrit sur cette page d'histoire aura toutefois été très contrasté. D'un côté, certains très critiques allouent que tous les Québécois furent réfractaires à l'enrôlement et, de l'autre, on effectue une glorification de l'évènement. Eclaircissons les faits.

L'habitant de Charlevoix de cette époque vivait dans une région dont l'économie se limitait aux travaux sur la ferme, en forêt, sur le fleuve ou encore auprès des esti-

vants. L'attrait de plusieurs à joindre l'armée s'expliquait par ce contexte et des avantages non négligeables.

Le soldat recevait une solde cinq fois plus élevée que celle d'un bûcheron. Pour le travail sur la ferme, c'était encore plus. Le Caporal Keable VC, icône militaire canadienne, écrit ainsi dans l'une de ses lettres : « cher frère, l'armée est une place pour faire de l'argent, je suis parti avec 60 sous j'ai maintenant 60 dollars! ». La grandeur de la cause et le patriotisme allaient inspirer les jeunes de la classe aisée comme il s'en trouvait une, ici à La Malbaie. La légèreté avec laquelle était considérée cette guerre relevait d'une certaine naïveté. Après tout dans le passé récent on n'avait jamais connu de guerres, même les Anglais allaient chanter « oh it's a levelly war »¹.

Il serait difficile de faire la présentation de la présence totale des militaires provenant de Charlevoix. Considérons qu'en ces temps, l'armée tenait afin de renforcer



Photo: Fonds A. Roland Bouliane Société d'histoire de Charlevoix

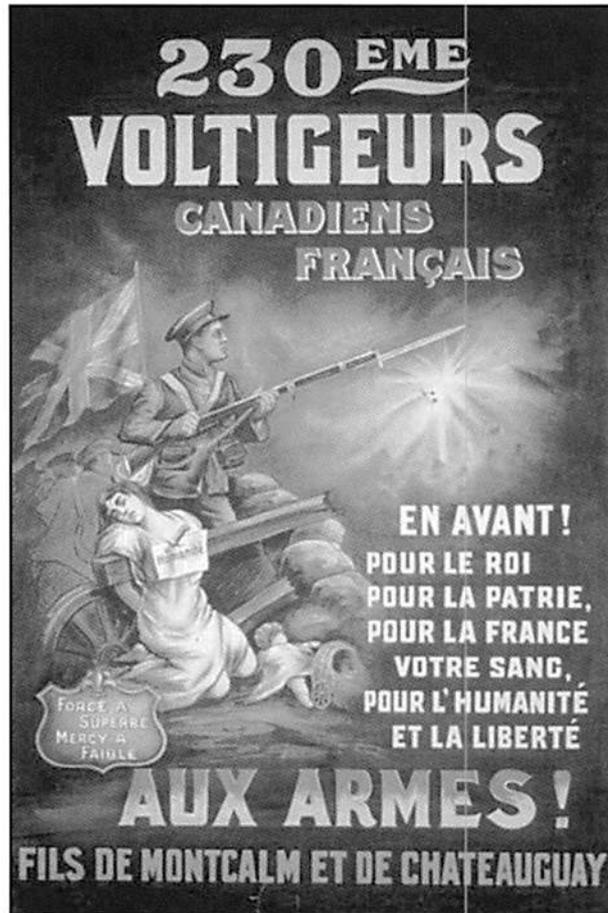
Dans les tranchées



Photo: Fonds A. Roland Bouliane Société d'histoire de Charlevoix

Le Lieutenant Tançrède Bouliane

Invitation à l'enrôlement



Collection Voltigeurs de Québec



Photo: Raymond Falardreau

Vitrail en l'honneur de François-Xavier Lemieux à l'église de Pointe-au-Pic

l'esprit de corps à garder les recrues d'une région dans une même unité. Ainsi, c'est dans le 189^{ème} Bataillon que l'on retrouva nos militaires à l'entraînement à Valcartier.

Un des officiers de ce régiment était un fils de la notabilité locale, le Lieutenant Tancrede S. Bouliane qui a combattu avec ses hommes en Europe dans les tranchées meurtrières. Comme un bon aristocrate, il demeura dans la milice après la guerre et on le retrouvera comme major dans les années vingt.

Un autre fils actif dans la région de Charlevoix et qui perdra la vie à la fin de la guerre, est le Lieutenant François-Xavier Lemieux, fils de Rodolphe, riche homme d'affaires. Un magnifique vitrail en son honneur est présent dans l'église de Pointe-au-Pic.

Un autre histoire de perte de vie lors de ce conflit est celle du Charlevoisien Édouard Tremblay de La Malbaie, mais celle-ci se fit dans d'autres circonstances. Lors des émeutes du printemps 1918 à Québec, Édouard qui

se promenait tout simplement dans la rue fut touché par une balle tirée par des militaires tentant de contenir la foule².

On ne pourrait passer sous silence la participation de Sir Rodolphe Forget, l'homme du chemin de fer. C'est lui qui vendit au gouvernement fédéral, par l'entremise du ministre de la milice Samuel Hughes, les terrains de ce qui allait devenir le Camp Valcartier.

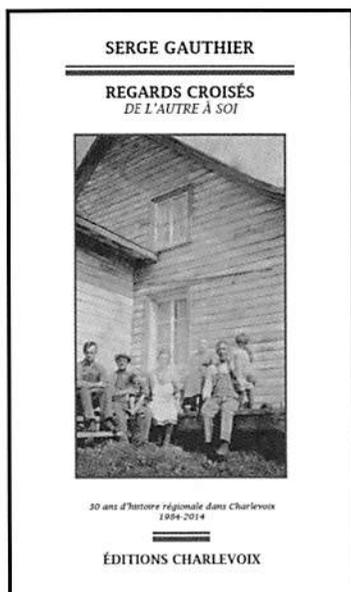
Finalement, un clin d'œil sur cette présence militaire discrète qui a été celle des sous-marins de Pointe-au-Pic. Construits à Sorel en 1916, ils ont été testés au quai de l'endroit, les essais durèrent 6 mois avant qu'ils soient remorqués vers l'Angleterre.

NOTES:

1. Traduction : *Oh c'est une belle guerre.*
2. Serge Gauthier, « Édouard Tremblay (1895 1918) : une victime des événements du printemps 1918 », *Charlevoix*, 9 (1989) : 23-25.

LIVRES

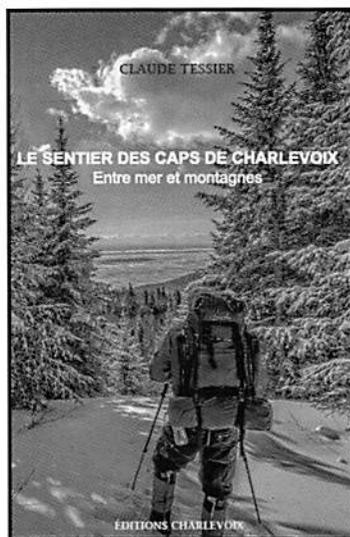
AUX ÉDITIONS CHARLEVOIX



Serge Gauthier. *Regards croisés. De l'Autre à soi*. La Malbaie, Éditions Charlevoix, 2014. 173 pages.

Qu'ont en commun Alexis le Trotteur, Françoise Labbé, la mi-carême, Pierre Perrault, Léon Gérin, Blanche Bolduc, le téléroman « Le Temps d'une paix », les « bateaux blancs »? Ces personnages et ces thèmes font partie de l'héritage historique de la région de Charlevoix. Serge Gauthier, historien et ethnologue, présente ce livre comme un abrégé de l'histoire de Charlevoix publié à l'occasion du 30^e anniversaire de la Société d'histoire de Charlevoix dont il est le président depuis 30 ans cette année. Il s'agit, pour la plupart, d'articles publiés dans la *Revue d'histoire de Charlevoix* entre 1986 et 2013 et aujourd'hui presque introuvables. Un livre à se procurer à la Société d'histoire de Charlevoix. En tirage limité pour le 30^e de la Société.

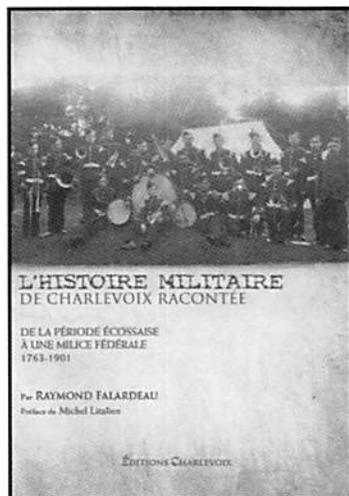
(CHRISTIAN HARVEY)



Claude Tessier. *Le Sentier des Caps de Charlevoix. Entre mer et montagnes*. La Malbaie, Éditions Charlevoix, 2014. 173 pages.

Projet fascinant mené à terme par nos Éditions Charlevoix : publier un livre racontant l'histoire des 20 ans du Sentier des Caps. L'auteur, Claude Tessier, n'est pas un historien mais il fut autrefois un journaliste. Sa plume est vive et efficace. Son propos, sérieux et documenté, se fait léger par moment. Le livre comporte des photos uniques de ce secteur des Caps exceptionnel par sa beauté sauvage et spectaculaire. Une invitation à la découverte d'un lieu unique. Christian Harvey a fait un travail remarquable au niveau du montage de ce livre fascinant.

(SERGE GAUTHIER)



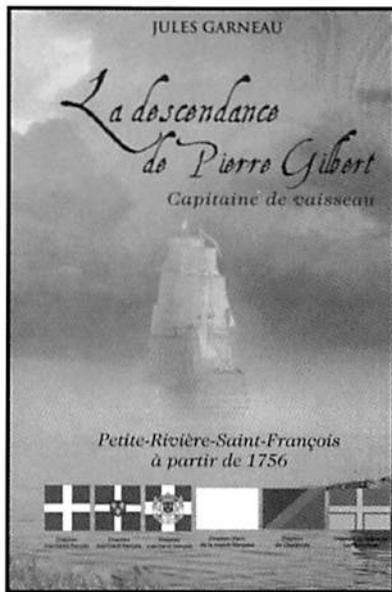
Raymond Falardeau. *Histoire militaire de Charlevoix*. La Malbaie, Éditions Charlevoix, 2013. 111 pages.

Toujours disponible à la Société d'histoire de Charlevoix ce livre présentant une histoire militaire de Charlevoix que l'on ne soupçonnait pas. L'auteur, Raymond Falardeau, ancien militaire et conservateur au Musée des Voltigeurs de Québec, est habile à faire revivre une époque révolue et fascinante. Le ton est sérieux mais accessible. À se procurer absolument et sans tarder.

(SERGE GAUTHIER)

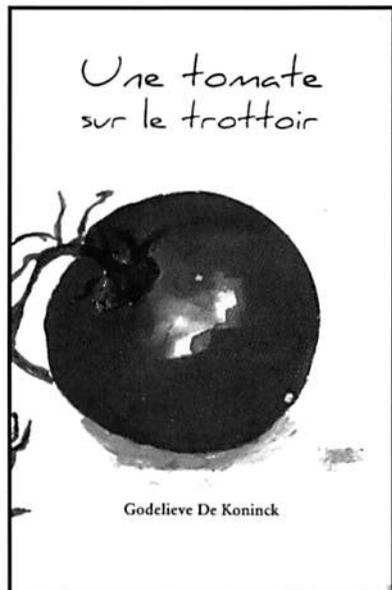
AUTRES PARUTIONS

Jules Garneau. *La descendance de Pierre Gilbert*. Capitaine de vaisseau. Québec, s.é., 2014. 377 pages.



Ouvrage de grand intérêt pour tous les descendants de la famille Gilbert. Pierre Gilbert, capitaine de vaisseau, est un personnage étonnant. Il a connu une vie aventureuse et passionnante. Sa lignée fait un passage remarqué dans Charlevoix à l'île aux Coudres, à La Malbaie, à Sainte-Agnès. Il se trouve aujourd'hui encore des Gilbert dans Charlevoix notamment à Saint-Hilarion et à Saint-Urbain. Au 19^e siècle, des descendants Gilbert se dirigent en grand nombre au Saguenay et au Lac-Saint-Jean où on en retrouve encore beaucoup de nos jours particulièrement dans la localité de Saint-Prime mise à l'honneur dans le livre. L'auteur, Jules Garneau, descendant Gilbert par sa mère, a mis beaucoup de temps pour produire ce livre abondamment illustré. Il a ainsi consulté les archives de la Société d'histoire de Charlevoix et c'est notre archivist-historien chevronné Christian Harvey qui a d'ailleurs rédigé la préface du livre. Un livre essentiel à consulter et à conserver. Par tous les passionnés d'histoire et de généalogie et pas seulement par les membres de la famille Gilbert.

À noter : Le livre est en vente en exclusivité pour la région de Charlevoix à la Boutique de la Société d'histoire de Charlevoix.
(SERGE GAUTHIER)



Godelieve De Koninck. *Une tomate sur le trottoir*. Québec, s.é., 2014. 80 pages.

Déjà auteure du très remarqué *Souvenirs pour demain* paru en 2011 et racontant ses souvenirs personnels, Godelieve De Koninck offre maintenant un ouvrage du même style mais avec une touche peut-être encore plus intime. Madame De Koninck laisse ici parler son cœur encore plus directement et il est facile de s'attacher aux récits qu'elle nous livre. S'y retrouvent la passion de cette auteure pour les siens, pour ses héritages familiaux, pour son travail d'orthopédaogogue, pour le quotidien dont les petits instants trop souvent négligés deviennent révélateurs de vie sous sa plume enchantée. Un beau témoignage. À lire. À relire. Comme un baume pour nos âmes parfois inquiètes et bien trop malmenées par la vie.

Les titres *Une tomate sur le trottoir* et *Souvenirs pour demain* de Godelieve De Koninck sont en vente à la boutique de la Société d'histoire de Charlevoix.
(SERGE GAUTHIER)

POUR CONSULTER L'ENSEMBLE DES TITRES DES ÉDITIONS CHARLEVOIX:
WWW.SHISTOIRECHARLEVOIX.COM

CINÉMA

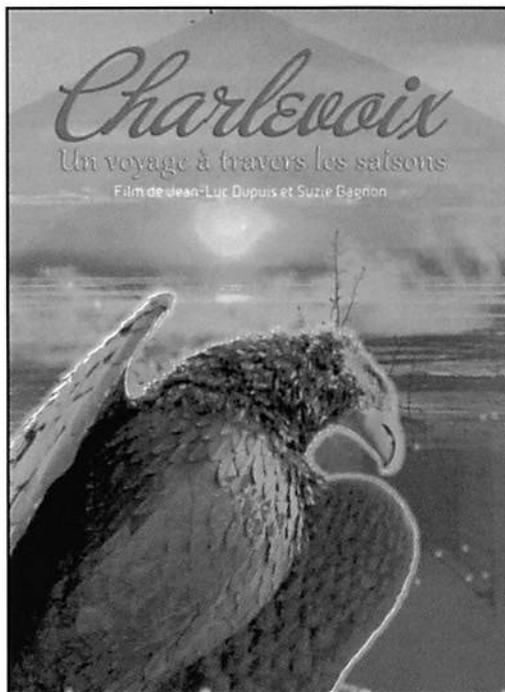
PAR SERGE GAUTHIER

CHARLEVOIX UN VOYAGE À TRAVERS LES SAISONS

Texte lu lors de la première du film (26 avril 2014) « Charlevoix. Un voyage à travers les saisons » réalisé par Jean-Luc Dupuis et Suzie Gagnon.

Nous venons de voir un magnifique poème visuel en hommage à Charlevoix. S'il est vrai que Charlevoix est un trésor souvent insoupçonné, il est vrai aussi que toute la beauté de cette région ne vient pas tout de suite, pas sans effort, pas sans une certaine recherche. Le film de Jean-Luc Dupuis et de Suzy Gagnon mêle ainsi la musique et l'image allègrement dans un élan d'amour pour Charlevoix. Ils ont pris le temps de voir les saisons de Charlevoix. De les décrire, de les nommer. Comme des enchanteurs, ils ont rêvé et recréé en quelque sorte Charlevoix. Pour qui cherche à voir, ce film est un enchantement. Il est aussi une page d'histoire, un moment capté avec patience, avec délicatesse. Bien des grands cinéastes sont venus dans Charlevoix : on pense à Pierre Perrault, Michel Brault et même à Denys Arcand tout récemment. Ils ont bien vu Charlevoix, sans doute, mais Jean-Luc Dupuis et Suzy Gagnon sont de Charlevoix. Ils savent le rythme de Charlevoix, le pas de Charlevoix, le silence de Charlevoix et sa lumière. Ils savent les gens de Charlevoix, la texture même de Charlevoix et leur film est puissant, unique, rassurant. Il nous dit que Charlevoix est bien vivant. Que toutes ses saisons demeurent. Que tous ses secrets persistent et que tout se continue inlassablement. Que son histoire ne va pas mourir et qu'elle se poursuivra encore. Leur film est un salut essentiel à Charlevoix. Leur film sauve Charlevoix, il est salvateur et comme le Menaud de F.A.-Savard il dit aux générations à venir :

« Garde-ça pour toi et pour ceux qui viendront! »



Pour se procurer le film ou le visionner en ligne :
www.seriecharlevoix.com

Objectifs du programme

La Société québécoise d'ethnologie a pour mission notamment de favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine immatériel. Le programme de valorisation des porteurs de traditions s'inscrit à l'intérieur de cette mission. Le programme a été lancé en 2012 alors que des canotiers émérites de la course en canot du Carnaval de Québec ont été honorés dans le cadre d'une activité organisée au Musée maritime de l'Islet-sur-Mer. L'année suivante, en 2013, la Société rendait hommage à des artisanes du fléché de la région de Lanaudière. En 2014, des acériculteurs beaucerons sont honorés au musée Marius-Barbeau de Saint-Joseph-de-Beauce.



Le programme a pour objectifs de :

- Rendre hommage à des personnes qui ont contribué à l'enrichissement du patrimoine culturel québécois
- Valoriser dans leur milieu naturel des pratiques identitaires
- Favoriser leur transmission auprès des jeunes générations
- Encourager leur maintien

Un thème, une région

La Société québécoise d'ethnologie compte retenir une pratique différente d'une année à l'autre. Le but est, avec le temps, de couvrir le plus grand nombre de pratiques possibles tant dans les champs coutumier, technique que ludique. La région est choisie en fonction de sa renommée en lien avec l'activité retenue.



Remise d'un certificat de reconnaissance

L'un des moments forts de l'activité est la cérémonie de remise des certificats de reconnaissance à des porteurs de traditions. Ces personnes sont honorées pour leur contribution à l'enrichissement du patrimoine culturel immatériel des Québécois en présence des membres de leurs familles, de leurs amis et des membres de la Société. Le public est également invité à assister à l'événement.

Critères de sélection

Considérant *la pratique*, les critères sont les suivants : l'Authenticité, la Continuité, la Transmission par filiation, le Caractère identitaire.

Considérant *le porteur de traditions*, les critères sont : l'Origine du savoir et du savoir-faire, l'Agent de transmission, la Reconnaissance du milieu, la Persistance de l'engagement, la Contribution, le Lien avec le milieu.

Il peut s'avérer enfin que d'autres critères soient pris en compte lors de l'étude des candidatures en fonction de particularités inhérentes à certaines pratiques.

Pour en savoir plus : <http://ethnologiequebec.org>



BOUTIQUE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE CHARLEVOIX

*Sur rendez-vous jusqu'en juin 2015.
Achat de livres et de revues sur Charlevoix.
Dépositaire des parutions des Éditions Charlevoix
et de la Société d'histoire de Charlevoix.*

*Expositions 2014-2015 :
Villes et villages de Charlevoix en photos;
Reconnaissance à Fernand Dumont (1927-1997);
Souvenirs-Trilogie Malbaie de Serge Gauthier.*

*Consultation d'archives sur demande. Gratuit pour les
membres de la Société d'histoire de Charlevoix.*

Nous vendons le Drapeau de Charlevoix.

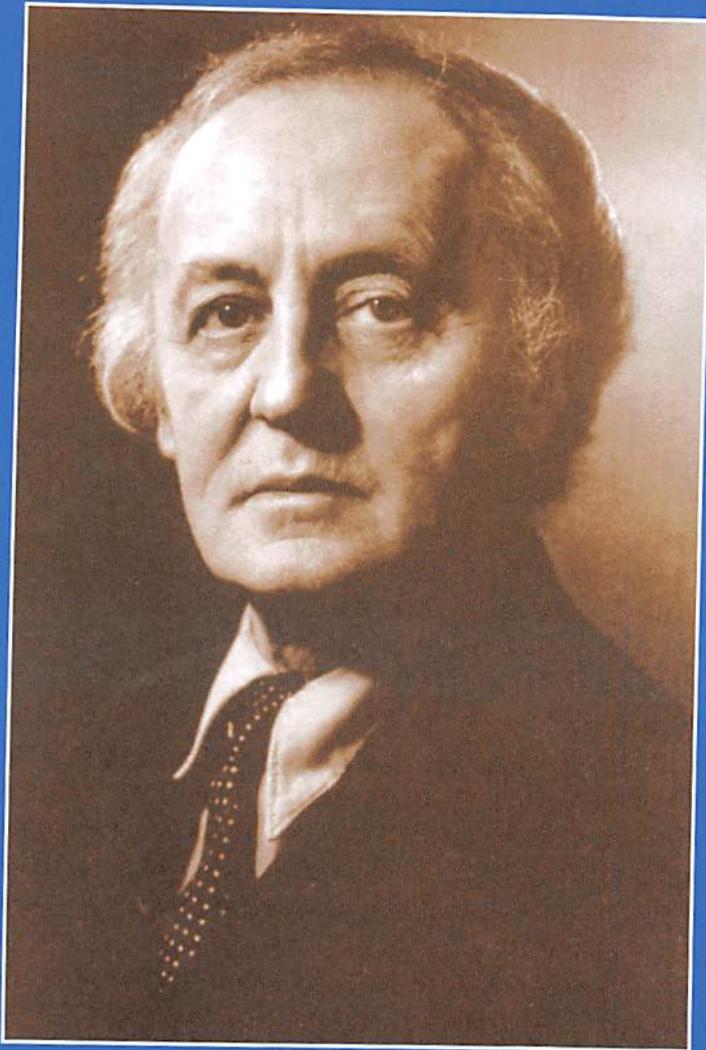
*Située au 156, de l'Église à La Malbaie (G5A 1R4).
Téléphone : 418-665-8159. Courriel : shdc@sympatico.ca
Site WEB : www.shistoirecharlevoix.com
(Nos publications sont en vente en ligne)*



COLLOQUE INTERNATIONAL

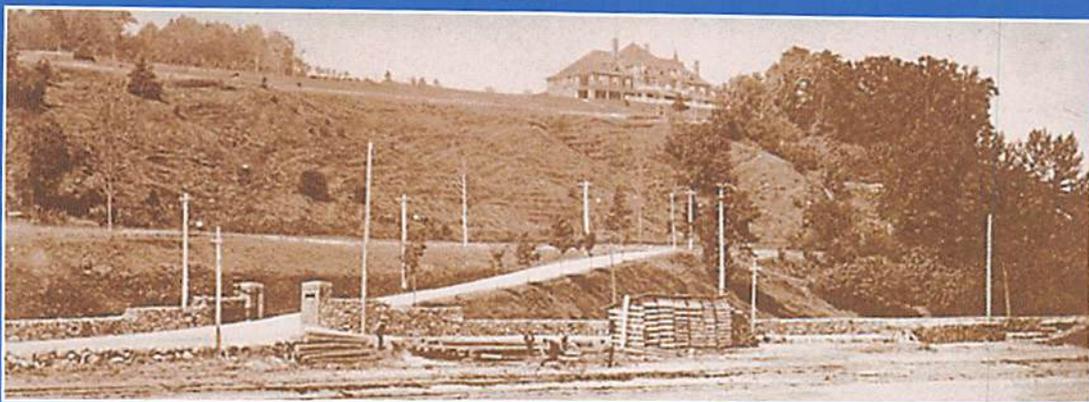
PRÉSENCE DE MARIUS BARBEAU

L'INVENTION DU TERRAIN EN AMÉRIQUE FRANÇAISE
AUTOUR D'UN LEGS CENTENAIRE
(1914-2014)



DU 2 AU 5 OCTOBRE 2014
DOMAINE FORGET
SAINT-IRÉNÉE
CHARLEVOIX (QUÉBEC)

*Organisé par la
Société québécoise d'ethnologie,
la Société d'histoire de Charlevoix et
le Centre de recherche sur l'histoire
et le patrimoine de Charlevoix
en partenariat avec la Cofram
(Université Sainte-Anne)*



Société d'histoire
de Charlevoix



Centre de recherche sur
l'histoire et le patrimoine
de Charlevoix

COFRAM
Oralité

Chaire de recherche du Canada
en oralité des francophonies
minoritaires d'Amérique



SOCIÉTÉ
QUÉBÉCOISE
D'ETHNOLOGIE

Université
Sainte Anne

Nova Scotia
Brunswick

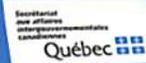
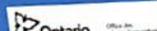
NOVA SCOTIA
NOUVELLE-ÉCOSSE
Affaires scolaires



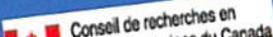
Ce projet a été réalisé grâce à la participa-
tion financière des partenaires de l'Entente
de développement culturel de la MRC de
Charlevoix-Est.



Culture
et Communications
Québec



Québec



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

CHARLEVOIX.COM / 418-665-8159

A serene sunset scene over a calm lake. The sun is low on the horizon, creating a bright, shimmering reflection on the water. Two people are silhouetted in a canoe in the foreground, looking towards the sunset. The sky is a mix of orange and yellow, and a dark landmass is visible in the background.

Dans notre pays

LES ÉPICURIENS

se lèvent plus tôt

Dans Charlevoix, chaque petit endroit cache un panorama magnifique et unique à observer. Cet été, venez les trouver en parcourant les différents coins de la région et découvrir des paysages à couper le souffle.

CHARLEVOIX
Que du bonheur !

tourisme-charlevoix.com